8e Année. N. 138. — 25 Octobre 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X°.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Poussée à gauche ?

Je ne pense pas qu'il faille attribuer une importance considérable à la poussée à gauche qui se manifeste actuellement au sein de plusieurs partis de la IIIe Internationale. Il y a là cependant un fait qu'on ne saurait passer sous silence. Il est caractéristique que, presqu'en même temps, en Angleterre et en Allemagne, on essaie de secouer — assez timidement d'ailleurs — le joug des vieux chefs, des chefs les plus timides ou les plus réactionnaires.

En Allemagne, c'est la nomination comme président de la fraction social-démocrate du Reichstag et comme directeur du Vorwaerts, *de Loebe, qui a toujours été considéré, à tort ou à raison, comme un représentant de la « gauche », de la gauche « austro-marxiste ».*

En Angleterre, c'est l'échec cinglant infligé à Henderson par le dernier congrès du Labour Party, votant à l'unanimité une motion stipulant qu'un gouvernement travailliste devrait immédiatement établir une législation socialiste, ou disparaître. Cette motion fut votée après qu'Henderson s'y fut opposé en un discours qui souleva à maintes reprises les protestations de l'assemblée.

Il n'est point jusqu'à l'article « gauche » de Vandervelde, stigmatisé ici même il y a quinze jours, qui ne soit révélateur d'une situation nouvelle : si ce vieux manœuvrier, extrêmement habile à saisir le vent, met la voile de gauche, c'est que, même dans le parti ouvrier belge, le vent souffle à gauche.

Que cette poussée à gauche s'explique en partie par la crise et sa persistance, c'est bien évident ; il y a lieu pourtant de se demander s'il ne faut pas également en chercher la raison dans l'expérience, maintenant maintes fois répétée, des ministères « socialistes » ou prétendus tels.

Car les yeux ne peuvent point rester indéfiniment fermés, les cerveaux les plus obtus ne peuvent pas ne point finir par s'apercevoir que tous les ministères « socialistes » qui ont existé jusqu'à présent, n'ont fait que gérer les affaires du capitalisme, et nullement commencer, si peu soit-il, l'œuvre de réalisation socialiste. Or, gérer les affaires du capitalisme, les gérer au mieux des intérêts du capitalisme, sous le prétexte que si le capitalisme se porte bien, le prolétariat lui aussi pourra se porter bien, est sans aucun doute, une excellente affaire pour les « gérants », mais pour les autres, pour la masse des travailleurs, et même pour la masse du parti, cela ne peut apporter que désillusion. C'est à cette désillusion qu'est due sans doute aussi, pour partie, la poussée actuelle de gauche au sein des partis social-démocrates.

Encore une folle expérience !

Il y a cependant des pays où l'on n'est pas encore las, semble-t-il, de ces décevantes expériences, puisque c'en est encore une, identique aux précédentes, qui va se renouveler en Suède avec le ministère issu des dernières élections, ministère composé de « socialistes » munis d'un programme bourgeois.

Il faudrait cependant bien, une fois pour toutes, se décider à comprendre le pourquoi de l'impossibilité absolue du « réformisme », l'impossibilité pour un gouvernement, quel qu'il soit, fut-il animé des intentions les plus pures, d'avoir une politique qui ne soit pas totalement bourgeoise, *si elle n'est pas* totalement socialiste.

Une société est un tout ; elle peut évoluer, elle peut se modifier par le perfectionnement ou la dégénérescence de tel ou tel de ses organes, mais à condition que rien d'essentiel ne s'y trouve changé. Si l'on supprime un de ses rouages essentiels, il faut les supprimer tous, il faut établir une société complètement nouvelle, munie d'un nouveau système de rouages cohérent, établi d'un seul coup.

On ne peut passer progressivement d'une espèce de machine à une autre espèce de machine, d'une machine à vapeur à un moteur à explosion, par substitutions successives d'un rouage de l'une à un rouage de l'autre ; une machine munie de certains organes de la machine à vapeur et d'autres du moteur à explosion ne pourrait fonctionner, ni comme machine à vapeur, ni comme moteur à explosion.

De même chez les organismes vivants. Les critiques du vieux transformisme évolutionniste ont bien mis en évidence qu'une classe d'êtres ne peut se transformer en une autre classe d'êtres progressivement, *parce que les être intermédiaires ne pourraient vivre. Un reptile ne peut devenir* progressivement *un oiseau parce que toute modification d'un organe sans modification correspondante de tous les autres, donnerait un être qui ne pourrait vivre, ni comme reptile ni comme oiseau.*

Il en est de même pour la société, qui, elle aussi, est un organisme, c'est-à-dire un système complexe, dont le fonctionnement de chaque partie dépend du fonctionnement de toutes les autres. Une société peut évoluer dans son cadre général, mais s'il s'agit de passer d'un cadre à un autre, d'un type social à un autre type social, la transformation ne peut se réaliser que d'un seul coup, elle ne peut s'opérer que révolutionnairement.

L'organe fondamental de la société capitaliste, son seul moteur, est le profit. Si vous frappez le profit, vous la frappez de paralysie. Or, vous ne

pourriez aller vers le socialisme, qui est la suppression du profit, qu'en frappant le profit. Ou bien donc vous ne frappez pas le profit, et vous n'allez pas alors vers le socialisme, vous avec une politique purement capitaliste ; ou bien vous frappez le profit, mais vous frappez alors la société capitaliste de mort, et il vous faut, bon gré mal gré, construire immédiatement une nouvelle société pour prendre sa place, une société dont le capitalisme sera totalement exclu.

Le réformisme, ou le « graduellisme » comme disent les anglais, se présente comme une théorie de gens « sages », mais c'est, en réalité, la théorie des fous.

Le syndicat lui aussi est soumis à la dialectique

Les articles consacrés ici à la grève des mineurs belges ont abondamment montré comment ce mouvement avait été freiné par les chefs syndicaux ; il en est de même en Allemagne pour tous les mouvements revendicatifs ; de même en Angleterre où tout récemment l'ordre de rentrée des tisseurs du Lancashire a soulevé dans plusieurs districts la colère des grévistes ; de même en Amérique où les chefs de la Fédération des mineurs ont été jusqu'à voler des urnes de votes pour imposer leur volonté aux grévistes de l'Illinois ; de même en France, ainsi qu'on le verra plus loin dans l'article sur la grève des Messageries Maritimes, bien qu'en France cela soit peut-être moins manifeste, du fait même précisément que les syndicats, que l' « organisation », y sont moins développés qu'ailleurs.

C'est donc en somme un fait presqu'absolument général. Au fur et à mesure que l'organisation syndicale grandit, qu'elle accroît ses forces, elle tend, du fait de la bureaucratie qu'elle engendre, à devenir un frein pour l'action ouvrière. Le syndicat a été inventé pour aider la classe ouvrière à agir, il s'est constitué comme organe de lutte, et voilà qu'il aboutit à empêcher la classe ouvrière d'agir ; au lieu d'organe de lutte il tend à devenir organe de paix !

Aussi n'est-il pas surprenant que des camarades révolutionnaires en arrivent à se demander si le syndicat est bien véritablement l'organe fondamental de la lutte de classe, et si même il n'y a pas lieu, si on veut détruire le capitalisme, de commencer par détruire les syndicats.

C'est là — je crois l'avoir déjà dit — une application de la méthode qui consiste « à jeter le marmot en même temps que l'eau du bain ». Parce qu'un système, bon dans son principe, comporte des défauts, on ne voit pas d'autres remèdes pour supprimer les défauts, que de détruire tout le système !

Il ne se produit cependant pour le syndicat que ce qui se produit en tout et pour tout. De même qu'un ferment produit, au cours de la fermentation, des substances qui tendent à l'empêcher d'agir comme ferment, de même que les catalyseurs, ces corps qui jouent un si grand rôle dans l'industrie chimique moderne par l'énorme accroissement de vitesse qu'ils donnent aux réactions chimiques, tendent à devenir inefficaces du fait de certaines substances auxquelles leur fonctionnement même donne naissance, — de même le syndicat engendre, de par son propre fonctionnement, des organes, tels que la bureaucratie syndicale, qui tendent à empêcher son fonctionnement, à paralyser ce qui est sa fonction : la lutte contre l'exploiteur.

Mais de même qu'il ne saurait venir à un chimiste l'idée de se passer des ferments pour produire des fermentations, ou des catalyseurs pour activer les réactions, mais seulement de trouver les moyens de se débarrasser des anti-ferments ou des anti-catalyseurs, — de même un révolutionnaire ne peut pas songer à détruire cet instrument de lutte qu'est le syndicat, mais seulement à débarrasser celui-ci des scories qu'il produit.

Le développement de la bureaucratie syndicale comme conséquence du développement même des syndicats, n'est qu'un cas particulier du développement dialectique des choses. Nous ne pouvons pas soustraire le syndicat, pas plus que quoi que ce soit, à la nécessité du développement dialectique. Si regrettable que cela soit, nous ne pouvons faire que le bien n'engendre pas le mal ; mais ce que nous pouvons, c'est combattre le mal, c'est l'extirper presqu'aussi vite qu'il se produit.

Lutter pour le syndicat, pour le syndicat fidèle à sa fonction de lutte et d'émancipation, — et, par suite, contre tout ce que le syndicat engendre qui tend à l'empêcher de remplir sa fonction, tel est le seul rôle possible pour un révolutionnaire ; tel est celui qu'assument les syndicalistes révolutionnaires.

R. L.

AMNISTIE POUR LES FONDATEURS DE LA C.G.T. TUNISIENNE !

Dans son assemblée générale du 4 août, l'Union locale confédérée de Montpellier a demandé

l'amnistie pour les 6 militants syndicalistes tunisiens condamnés le 16 novembre 1925 à un total de 45 années d'exil comme coupables d'un complot contre la sûreté de l'Etat, comme si c'était un crime contre l'Etat de grouper les travailleurs dans leurs organisations de classe : les syndicats.

D'autre part l'Union des Syndicats des Cheminots confédérés d'Algérie

tient à accomplir un devoir impérieux en mêlant sa voix à celle de tous les groupements qui demandent l'amnistie pour les camarades Moktar el Ayari et Finidori, militants de la C.G.T. tunisienne, condamnés à l'exil en 1925.

UNE VAGUE DE FOND

La Grève des Messageries Maritimes

Le mouvement des marins de Marseille fut un beau mouvement. Les marins se sont dressés d'un bloc en un mur de volonté qui emporta toutes les résistances, même celles des dirigeants des syndicats.

LA PRIME D' « ABONDEMENT »

L'origine du conflit réside dans la tentative des Messageries Maritimes de supprimer la prime d'abondement. Cette prime de compensation de change réside dans la faculté qu'a le marin de toucher une partie de son salaire, 100 francs environ, non en francs quat'sous, mais en monnaie du pays de destination, le rapport de valeur entre cette monnaie et le franc étant supposé le même qu'en 1914. Exemple : un marin arrive en Australie, on le débite de 100 francs et on lui donne 4 livres, lesquelles 4 livres valaient en 1914 effectivement 100 francs, alors qu'elles valaient $4 \times 125 = 500$ francs en 1927, et plus que la moitié environ aujourd'hui. Cette mesure avait été instituée à l'époque où le franc subissait des baisses brusques, car alors il arrivait que les marins arrivés en pays de monnaie stable, ne pouvaient rien acheter avec leurs francs quat'sous ou deux sous. Aujourd'hui que le franc est stabilisé depuis longtemps, « l'abondement » n'est plus justifié du point de vue du change et les marins ne le considèrent plus que comme une prime afférente à certaines lignes de long cours, prime variant à l'heure actuelle entre 150 et 280 francs environ, représentant un supplément de 8 à 16 % du salaire brut pour un voyage de trois mois.

Faisant ressortir que cette prime n'avait plus de raison d'être du point de vue change, les compagnies parlaient depuis longtemps de la supprimer.

TARDIEU AVAIT CANÉ ; MEYER ATTAQUE

Première tentative l'année dernière mais l'«Amboise» refuse le départ. Bien que deux bateaux de Dunkerque soient partis acceptant la diminution, c'est un conflit possible. Et bien que ce conflit se présente dans de très mauvaises conditions pour les marins, les gouvernements de droite ne sont pas de ceux qui veulent des histoires avec la classe ouvrière, et le gouvernement cède tout de suite : ordre aux compagnies de payer la prime (et ce, alors que les marins de l' « Amboise » repris individuellement et cuisinés individuellement par la Compagnie, avaient accepté la diminution ! La hâte de Tardieu à caner devant la classe ouvrière avait précédé l'annonce de sa victoire par la Compagnie !)

Avec le gouvernement de gauche ça devait changer : ordre aux compagnies de ne plus payer la prime à partir d'octobre !

La mesure paraît devoir passer comme une lettre à la poste : il y a si peu de syndiqués, les dirigeants des syndicats sont tellement des officiels, et surtout il y a tellement de chômeurs, de malheureux qui attendent un embarquement depuis des mois, voire depuis un an !

Les premiers bateaux qui doivent être touchés par la mesure sont l' « Angkor » qui doit partir le vendredi 7, et le « Grandidier » qui doit partir le 12.

LA RESOLUTION DES INSCRITS

Mis au courant des nouvelles conditions du rôle, les équipages de ces deux navires n'acceptent pas ce qu'ils considéraient uniquement comme une diminution de salaire et mirent sac à terre. Sans s'en faire, la Compagnie se mit à recruter de nouveaux hommes pour l' « Angkor », recrutement qu'aucune surveillance ouvrière ne tenta d'empêcher. Et, sans s'en faire, les dirigeants confédérés (Ferri-Pisani, conseiller municipal S.F.I.O. et adjoint au maire, pour les inscrits ; Pasquini pour les agents du service général), les dirigeants syndicaux estimèrent que l'heure était venue le samedi soir de faire une petite réunion en famille. Oh ! très en famille ! Des commissaires ne laissent entrer dans la salle que les marins appartenant aux Messageries Maritimes. Ni les syndiqués travaillant dans les autres Compagnies, ni ceux qui cherchent un embarquement sans en trouver ne sont admis. C'est assez spécial comme conception du syndicalisme.

Ensuite, devant une assemblée extrêmement calme et attentive, Pasquini dit que les difficultés économiques sont grandes, qu'il va falloir prendre une décision sérieuse et demande qu'on la prenne au **vote secret** « pour que les uns et les autres ne soient pas influencés par leurs voisins ». Il faut avant tout éviter l'enthousiasme ! Mais, en faveur du vote secret, quelques mains seulement se lèvent ; pour le vote public : toutes les mains, d'un élan.

Ferri-Pisani prend alors la parole. Il est un peu surpris de trouver une telle assemblée qui, si résolument, a repoussé la manœuvre du vote secret. Aussi va-t-il d'abord sonder l'assemblée, affectant de ne lui donner aucun conseil. Il expose qu'il y a trois solutions : la rentrée pure et simple, l'arbitrage, ou l'extension du mouvement avec de nouvelles victimes. A l'évocation de l'arbitrage, l'assemblée reste de glace et l'orateur sondeur reconnaît alors qu'évidemment ça n'est pas fameux. Enfin, dit-il, décidez vous-mêmes. Je ne vous aurai pas influencés. Fichtre non !

Aux voix, l'arbitrage n'a que quelques mains et l'extension de la lutte les a toutes. C'est la grève...

Ferri-Pisani reprend la parole : « Nous sommes devant une situation nouvelle. Il va falloir organiser la lutte. Donc, rendez-vous demain matin à neuf heures. »

C'est assez curieux : c'est la grève, un mouvement est en cours depuis plusieurs jours déjà, et, alors que chaque heure compte, on commence à tout remettre à demain. Mais l'important c'est le calme extraordinaire de l'assemblée — pas un mot, pas une exclamation... et sa résolution étonnante ! Depuis mai 1920, on n'avait pas vu d'assemblée pareille. Mais cette fois, c'était plus concentré, plus calme. Pour quiconque assistait à la réunion il était évident dès ce soir là que les compagnies avaient perdu, pour peu que les dirigeants syndicaux ne sabotent pas trop.

Au moment de lever la séance, Ferri-Pisani déclare : « Camarades, devant la décision que vous venez de prendre, l'ordre du jour que nous avons préparé par écrit ne s'applique plus. Je vous demanderai donc de voter celui-ci. » Et, verbalement, il compose un ordre du jour, très bien tourné, se terminant par la décision de grève. Cet homme est habile, ce n'est pas lui qui se ferait renverser par une vague de fond inattendue. Il la sent venir et se transforme en bouchon.

LE DEPART DE L' « ANGKOR »

Pendant quelques jours ça va être une atmosphère tendue avec des alternatives d'espoir et des moments où germe l'inquiétude.

Dimanche matin, les équipages en grève nomment une commission exécutive et une commission de vigilance. Pour cette dernière, il est temps ! Depuis deux jours, les compagnies recrutent pour l' « Angkor ». La grève étant restée en vase clos, des marins se laissent embaucher par ignorance; d'autres sont des renégats, d'autres des marins de fortune. D'ailleurs aucune surveillance syndicale n'existe devant les compagnies et les types entrent se faire embaucher en toute liberté. De plus, les équipages des remorqueurs n'ayant pas été avisés du mouvement, la compagnie a pu retirer l' « Angkor » de son poste à quai et l'amener au milieu du port sur bouées. Ainsi, pas moyen d'aller faire la surveillance devant lui autrement qu'en embarcation, ce qui n'est pas commode. Malgré cela, ce navire n'arrive à partir qu'à sept heures du soir, avec plus de 48 heures de retard.

Ferri-Pisani s'était flatté un instant d'empêcher le départ en faisant constater que l'équipage de fortune n'était pas capable d'effectuer les manœuvres de sauvetage dans le temps prévu par la loi. Mais naturellement, l'inspecteur de la navigation n'est pas fait pour ne pas donner raison aux armateurs !

LA GENERALISATION DE LA GREVE

A partir du dimanche matin il y a une commission exécutive de grève composée de membres des équipages en grève. Il y a aussi une commission de vigilance. Les dirigeants syndicaux ne sont plus seuls ; ils comprennent tout l'intérêt qu'ils ont à se mettre du côté du manche, à se retrancher derrière ces commissions ; aussi, à partir de ce moment-là, la grève va prendre une autre allure.

Le dimanche matin, le ministre propose de remettre à Février la supppression de l'abondement. Cette proposition est repoussée, en même temps qu'est décidée l'entrée en grève de tous les navires de la compagnie, au fur et à mesure de leur date de partance.

Les prochains navires qui doivent prendre le départ sont le « Champollion» et le « Lamartine ». Le départ étant fixé au mardi, les équipages devront mettre sac à terre lundi. Ainsi, à partir de ce moment entrent dans la bataille des bateaux qui ne sont pas touchés par la prime d'abondement, puisque ce sont des bateaux qui naviguent sur des lignes où la prime n'existe pas. Les équipages de ces bateaux (« Champollion », « Lamartine », « Compiègne ») entrent donc dans la bataille **uniquement par solidarité.** Et une fois l' « Angkor » parti, c'est eux, eux qui n'ont aucun intérêt direct à la grève, qui vont mener la bataille... et qui vont la gagner !

A cette réunion du dimanche est votée une résolution bien faite qui rappelle un argument qui ne peut être que sensible à l'opinion publique : si les « Services contractuels des Messageries Maritimes » cherchent à diminuer les salaires, ce n'est pas pour amoindrir leur déficit payé par l'Etat, puisqu'au contraire leur seul souci est de creuser toujours plus profondément ce déficit grâce au système de compagnies filiales fournisseuses des « Services contractuels », filiales dont ils sont eux-mêmes les dirigeants. S'ils veulent réduire les salaires, c'est donc seulement pour pouvoir avoir l'air, devant le Parlement, de « faire effort » pour réduire le déficit.

Le lundi, débarquement, selon les décisions prises, des équipages du « Champollion » et du « Lamartine ». Geste remarquable car l'on sait à ce moment que l' « Angkor » est sorti avec son équipage de jaunes. « Eh quoi ! pourraient dire les gens du « Champollion » et du « Lamartine », nous irions risquer notre place, nous qui ne sommes frappés d'aucune diminution, pour les gens de l' « Angkor » qui ont laissé partir leur bateau ! » Mais ils ne disent pas cela !... Et entrent en lice.

LE « CHAMPOLLION » PARTIRA-T-IL ?

Alors toute la bataille se concentre sur la question du « Champollion ». C'est un bateau de luxe, à trois cheminées ; on se figure à Marseille que la France entière a les yeux dessus. Il devrait partir le mardi à midi... Le mardi matin, la Compagnie publie une note dans les journaux, disant qu'elle compte assurer le départ. On ne la croit pas trop. Mais, comme on a déjà vu partir l' « Angkor », ça fait un petit froid dans le dos aux grévistes. Une floraison inaccoutumée de blouses bleues assure devant la Compagnie une surveillance renforcée. Personne ne vient s'y faire embaucher. Cependant, à la Pinède, comme les marins arrivent pour faire le piquet devant le navire, ils constatent avec stupéfaction qu'il n'est pas là. Profitant une fois de plus de l'inextension de la grève aux remorqueurs, la Compagnie, de bon matin, a fait enlever son navire et l'a amené au loin sur bouées. Et là-bas, il fume, il fume comme jamais navire à mazout n'a fumé. Bien sûr, c'est pas malin de faire fumer un navire à mazout. Y a qu'à allumer un brûleur. On le sait. Mais enfin ça fait mauvais effet. Et contre cette fumée exagérée (une chauffe bien réglée ne doit pas

faire de fumée) et contre le mouvement factice que l'on distingue à bord, le large drapeau rouge de la petite vedette du syndicat qui croise aux alentours a bien du mal à réagir. Partira ? Partira-t-il pas ? S'il ne part pas c'est la victoire ; s'il part, c'est un coup très dur pour le mouvement, c'est sans doute la perte de l'abondement et la diminution ultérieure des salaires.

Cependant, sans s'occuper de ces considérations, un nouvel équipage, celui du « Compiègne », met sac à terre. A son tour, à son heure...

Cependant, une question se pose : les marins de fortune qu'on voit s'agiter sur le pont du « Champollion », d'où viennent-ils ? Personne ne va se faire embaucher à la Compagnie. Mais on a vu des camions automobiles, chargés de prolétaires que gardaient des flics, se diriger vers les quais. D'où viennent-ils ceux-là ? Il semble que ce soit des ports du Nord et de la Manche, du Havre surtout. (Meyer, ministre de la Marine marchande, n'est-il pas maire du Havre ?) Mais on n'en est pas sûr...

LE « CHAMPOLLION » NE PART PAS : C'EST LA VICTOIRE !

Enfin : midi, pas parti ! Deux heures, pas parti ! Trois heures, pas parti ! Quatre heures, idem. Et enfin un avis est placardé à la vitrine de la Compagnie, tandis qu'un cri s'élève : « Nous avons gagné !... »

Cet avis invite les marins à se rendre à 18 heures à la Bourse du Travail. Si la Compagnie elle-même envoie les marins à la Bourse ce n'est évidemment pas pour qu'ils s'y entendent dire de continuer la grève. C'est donc que la Compagnie a cédé. Quelque temps après sont affichées les dates de départ des navires arrêtés : « Champollion », « Lamartine », « Compiègne », « Grandidier ».

A 18 heures, salle Ferrer, 2.000 visages rayonnants : « Grâce, dit Ferri-Pisani, à l'intervention de votre camarade Pasquini et de Tasso président de la commission de la Marine marchande, le ministre admet toutes vos revendications : maintien de l'abondement jusqu'en février, continuation des pourparlers jusque là pour l'établissement d'une prime de long cours dont le principe est d'ores et déjà accepté ; aucune sanction d'aucune sorte pour fait de grève ». Evidemment, ovation ! Et Ferri est porté en triomphe sous les applaudissements.

Il en profite, il fallait s'y attendre, pour essayer de politiser le succès. « Permettez-moi d'exprimer des remerciements aux hommes qui vous ont défendus : à Bouisson, président de la Chambre (pas un applaudissement, je dis : pas un) ; et Tasso, député des Bouches-du-Rhône ». (Cri : « Il n'a fait que son devoir, Tasso ! », et quelques rares applaudissements).

ATTENTION !

... Cependant personne ne remarque que les conditions ont été en somme acceptées par les dirigeants syndicaux **avant** d'avoir été soumises à l'assemblée syndicale. Ce qui pourrait s'expliquer par la hâte de calmer les nerfs tendus des grévistes, par la joie d'annoncer une victoire, si les conditions obtenues étaient absolument satisfaisantes. Mais le lendemain, quelques-uns relisant dans les journaux le texte des conditions acceptées par le ministre, remarquèrent un membre de phrase que le triomphateur Ferri-Pisani avait **totalement dissimulé à l'assemblée ;** c'est celui-ci : l'abondement est remplacé par « une prime dont le principe est dès maintenant acquis, **mais dont la valeur sera inférieure à la prime actuelle ».** (!!!)

*
* *

Conclusion : Vague de fond ouvrière surgissant à la stupéfaction des bourgeois et des dirigeants syndicaux au moment où les uns et les autres croyaient la classe ouvrière maritime affaiblie au maximum. C'est la garantie qu'on ne pourra pas toucher aux salaires des marins, comme les Compagnies en avaient l'intention. Car la suppression de la prime, qui ne s'applique qu'à très peu, était le prélude à la diminution des salaires proprement dits, des salaires de tous.

Classe ouvrière unie, vierge, ignorant les byzantinismes syndicaux et politiques, utilisant les dirigeants syndicaux beaucoup plus qu'elle ne leur obéit.

Et ratant de près la victoire totale, uniquement à cause d'habiletés grossières ou subtiles de ses dirigeants.

N'est-ce pas un petit Borinage français ?

UN MARIN.

Tout comme Faust, l'intellectuel révolutionnaire et l'ancien ouvrier « intellectualisé » portent deux âmes en eux.

L'intellectuel révolutionnaire est, à l'origine, tout comme l'ouvrier, en bas de l'échelle sociale. Il partage la haine de l'ouvrier contre un système qui lui refuse les bonnes choses de la vie. Il lutte aux côtés de l'ouvrier contre les privilèges et développe ainsi chez lui les qualités d'héroïsme qu'engendre la lutte.

Mais ses intérêts ne sont pas identiques à ceux de son plus humble associé. Il a pour lui son éducation, ce capital invisible qui, tôt ou tard, au fur et à mesure que la lutte progresse, le met en mesure, lui et son groupe social, d'atteindre un certain niveau de bien-être dans la société bourgeoise ou dans celle de « transition », tandis que l'ouvrier, lui, est mis en demeure de patienter jusqu'au jour, que verront seulement ses petits-enfants, où sera réalisé le « socialisme intégral » !

Alors, côte à côte avec l'esprit de révolte, un feu moins pur couve dans le cœur du « leader » : le désir du pouvoir et des jouissances matérielles qu'il procure. Peu à peu ses intérêts personnels, ceux de son groupe et de sa classe, prennent le pas sur ceux des masses travailleuses ; et son esprit, toujours prêt à recouvrir ses désirs du manteau de la raison, trouve des arguments tout à fait convaincants pour justifier sa volte-face. Ayant acquis considération, influence et pouvoir, l'apôtre d'hier devient apostat, le tribun se révèle un traître, et le révolutionnaire un renégat.

MAX NOMAD.

(Rebels and Renegades)

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE
(AOUT ET SEPTEMBRE)

L'Allemagne en attente

Celui qui, ces temps-ci, venant de France, arrive d'Allemagne, a le sentiment que le train l'a amené d'un monde à un autre, ou plutôt d'une retraite séparée du monde dans le monde véritable. Non pas que Berlin soit en fait moins calme que Paris ; mais le calme même a là-bas quelque chose de tragique. Tout est en attente.

Tout fonction de la politique

Les problèmes concernant la structure de la société humaine se posent. Ils ne se posent pas comme en France, où ils appartiennent à un domaine à part, le domaine de la politique, comme on dit, c'est-à-dire, en somme, le domaine des journaux, des élections, des réunions publiques, des discussions dans les cafés, et où les problèmes réels sont ailleurs pour chacun. En Allemagne, en ce moment, le problème politique est pour chacun le problème qui le touche de plus près. Pour mieux dire, aucun problème concernant ce qu'il y a de plus intime dans la vie de chaque homme n'est formulable, sinon en fonction du problème de la structure sociale.

Les révolutionnaires enseignent depuis longtemps que l'individu dépend étroitement, et sous tous les rapports, de la société, laquelle est elle-même constituée essentiellement par des relations économiques ; mais ce n'est là, en période normale, qu'une théorie. En Allemagne cette dépendance est un fait auquel presque chacun se heurte sans cesse plus ou moins fort, mais toujours douloureusement. La crise a brisé tout ce qui empêche chaque homme de se poser complètement le problème de sa propre destinée, à savoir les habitudes, les traditions, les cadres sociaux stables, la sécurité ; surtout la crise, dans la mesure où on ne la considère pas, en général, comme une interruption passagère dans le développement économique, a fermé toute perspective d'avenir pour chaque homme considéré isolément.

En ce moment, cinq millions et demi d'hommes vivent et font vivre leurs enfants grâce aux secours précaires de l'Etat et de la commune ; plus de deux millions sont à la charge de leur famille, ou mendient, ou volent ; des vieillards en faux-col et chapeau melon, qui ont exercé toute leur vie une profession libérale, mendient aux portes des métros et chantent misérablement dans les rues. Mais le tragique de la situation réside moins dans cette misère elle-même, que dans le fait qu'aucun homme, si énergique soit-il, ne peut former le moindre espoir d'y échapper par lui-même.

Les jeunes surtout, qu'ils appartiennent à la classe ouvrière ou à la petite bourgeoisie, eux pour qui la crise constitue l'état de choses normal, le seul qu'ils aient connu, ne peuvent même pas former une pensée d'avenir quelconque se rapportant à chacun d'eux personnellement. Ils ne peuvent pas, la politique mise à part, former même des projets d'action ; ils sont ou peuvent être, d'un moment à l'autre, réduits à l'oisiveté, ou plutôt à l'agitation harassante et dégradante qui consiste à courir d'une administration à l'autre pour obtenir des secours. Nul n'espère pouvoir, grâce à sa valeur professionnelle, garder ou trouver une place.

Cherchent-ils une consolation dans la vie de famille ? Tous les rapports de famille sont aigris par la dépendance absolue dans laquelle se trouve le chômeur par rapport au membre de sa famille qui travaille. Les chômeurs qui ont dans leur famille quelqu'un qui travaille, et les jeunes de moins de vingt ans sans exception, ne touchent aucun secours. Cette dépendance, dont l'amertume est encore accrue par les reproches de parents affolés par la misère, chasse souvent les jeunes chômeurs de la maison paternelle, les pousse au vagabondage et à la mendicité.

Quant à fonder soi-même une famille, à se marier, à avoir des enfants, les jeunes Allemands ne peuvent en général même pas en avoir la pensée. La pensée des années à venir n'est remplie pour eux d'aucun contenu.

L'avenir immédiat n'est pas plus sûr que l'avenir lointain. Dans la vie au grand air et au soleil, dans les lacs et les fleuves, dans la gymnastique, la musique, la lecture, dans les responsabilités de la vie politique, enfin dans une fraternelle camaraderie, la meilleure partie de la jeunesse allemande ne trouve qu'une précaire consolation. Chaque chômeur, à mesure que le temps s'écoule, voit les secours qu'il reçoit diminuer, et s'approcher le moment où, chômant depuis trop longtemps, il ne touchera plus rien.

Des camps de concentration pour jeunes chômeurs, où l'on travaille sous une discipline militaire pour une solde de soldat (arbeitsdienst), reçoivent ceux qui, étant sans ressources, aiment mieux aller là que de vagabonder misérablement ou d'aller s'engager dans la Légion étrangère française ; ces camps ne recrutent encore que des volontaires ; mais tous les partis réactionnaires parlent d'y envoyer les jeunes chômeurs de force, contraignant ainsi les meilleurs, ceux qui ont su se faire malgré tout une vie humaine, à tout abandonner.

En somme le jeune Allemand, ouvrier ou petit bourgeois, n'a pas un coin de sa vie privée qui soit hors de l'atteinte de la crise. Pour lui les perspec-

tives bonnes ou mauvaises concernant les aspects même les plus intimes de son existence propre se formulent immédiatement comme des perspectives concernant la structure même de la société. Il ne peut même rêver d'un effort à faire pour reprendre son propre sort en mains qui n'ait la forme d'une action politique. La somme d'énergie dont la plus grande part est d'ordinaire absorbée par la défense des intérêts privés se trouve ainsi, dans l'Allemagne actuelle, porter presque toute entière sur les rapports économiques et politiques qui constituent l'ossature de la société elle-même.

Le calme règne

Cette énergie reste latente. Dans une situation semblable, qui semble répondre parfaitement à la définition d'une situation révolutionnaire, tout demeure passif.

L'observateur, frappé par la convergence de toutes les pensées sur le problème politique, est aussitôt frappé, et plus vivement encore, par l'absence d'agitation, de discussions passionnées dans les rues ou les métros, de lecteurs se jetant anxieusement sur leur journal, d'actions ébauchées ou seulement concertées. Cette contradiction apparente constitue le caractère essentiel de la situation. Le peuple allemand n'est ni découragé, ni endormi; il ne se détourne pas de l'action ; et pourtant il n'agit pas ; il attend.

La tâche à remplir peut bien faire hésiter. Car le problème qui se pose aux ouvriers allemands n'est pas de l'ordre de ceux qui se posaient, en 1917, aux ouvriers russes : paix à conclure et terre à partager ; non, il s'agit ici de reconstruire toute l'économie sur des fondements nouveaux. Seule peut donner la force de se résoudre à une telle tâche la conscience aiguë qu'il n'y a pas d'autre issue possible.

C'est à quoi les jeunes gens sont amenés tour à tour par une crise qui semble leur ôter toute perspective d'avenir dans le cadre du régime ; mais cette même crise leur ôte aussi, peu à peu, la force de chercher une issue quelconque. Cette vie d'oisiveté et de misère, qui prive les ouvriers de leur dignité de producteurs, ôte aux ouvriers qualifiés leur habileté et aux autres toute chance de devenir habiles à quoi que ce soit, cette vie, à l'égard de laquelle il se produit, après deux, trois, quatre ans, une douloureuse accoutumance, ne prépare pas à assumer toutes les responsabilités d'une économie nouvelle.

Les employés de bureau, qui sont peu enclins à se considérer comme solidaires des ouvriers, sont bien moins capables encore que les ouvriers les plus découragés de chercher le salut en eux-mêmes ; or ils forment une partie considérable des salariés et des chômeurs allemands ; la folle prodigalité déployée par le capitalisme allemand en période de haute conjoncture, et qui a produit comme une course à l'accroissement des frais généraux, s'est manifestée aussi dans ce domaine, au point qu'il y a, dit-on, en certaines usines, plus d'employés de bureau que d'ouvriers.

Quant aux ouvriers des entreprises, ils existent encore, si pénible que soit leur vie, dans les cadres du régime ; ils y vivent mieux que d'autres ; ils ont quelque chose à perdre. Eux aussi, comme les chômeurs, sont de simples fétus dans le remous de la crise capitaliste ; mais ils peuvent, eux, n'y pas penser à tout instant. Une séparation s'établit ainsi entre les chômeurs et eux, qui prive les chômeurs de toute prise sur l'économie, en même temps qu'elle les affaiblit eux-mêmes, menacés qu'ils sont par une réserve de travailleurs disponibles presque aussi nombreux que les travailleurs effectifs.

Ainsi la crise n'a d'autre effet que de pousser à des sentiments révolutionnaires, et de ramener ensuite, comme des vagues, des couches toujours nouvelles de la population. Si elle force presque chaque ouvrier ou petit bourgeois allemand à sentir, un moment ou l'autre, toutes ses espérances se briser contre la structure même du système social, elle ne groupe pas le peuple allemand autour des ouvriers résolus à transformer ce système.

Trois partis « révolutionnaires »

Une organisation pourrait, dans une certaine mesure, y suppléer ; et le peuple allemand est le peuple du monde qui s'organise le plus. Les trois seuls partis allemands qui soient actuellement des partis de masse, se réclament tous trois d'une révolution qu'ils nomment tous trois socialiste.

Comment se fait-il donc que les organisations restent, elles aussi, inertes?

Pour le comprendre, il faut les examiner dans leur vie intérieure et dans leurs rapports mutuels.

LE PARTI DES RÉVOLUTIONNAIRES INCONSCIENTS ET IRRESPONSABLES

Une révolution ne peut être menée que par des hommes conscients et responsables ; on pourrait donc formuler la contradiction essentielle au parti national-socialiste en disant que c'est le parti des révolutionnaires inconscients et irresponsables.

Toute crise grave soulève des masses de gens qui étouffent dans le régime qu'ils subissent sans avoir la force de vouloir eux-mêmes le transformer ; ces masses, derrière les révolutionnaires véritables, pourraient constituer une force ; la signification essentielle du mouvement hitlérien consiste en ceci, qu'il en a groupé une grande partie à part, la faisant ainsi nécessairement tomber sous le contrôle du grand capital.

Le mouvement national-socialiste — car les chefs considèrent, avec raison, le terme de mouvement populaire comme préférable à celui de parti — est composé, comme il résulte de son essence même, des intellectuels, d'une large masse de petits bourgeois, d'employés de bureau et de paysans, et d'une partie des chômeurs ; mais, parmi ces derniers, beaucoup sont attirés surtout par le logement, la nourriture et l'argent qu'ils trouvent dans les troupes d'assaut.

Le lien entre ces éléments si divers est constitué moins par un système d'idées que par un ensemble

de sentiments confus, appuyés par une propagande incohérente. On promet aux camagnes de hauts prix de vente, aux villes la vie à bon marché. Les jeunes gens romanesques sont attirés par des perspectives de luttes, de dévouement, de sacrifice ; les brutes par la certitude de pouvoir un jour massacrer à volonté.

Une certaine unité est néanmoins assurée en apparence par le fanatisme nationaliste, que nourrit, chez les petits bourgeois, un vif regret à l'égard de l'union sacrée d'autrefois, baptisée « socialisme du front » ; ce fanatisme, qu'exaspère une savante démagogie, va parfois, chez les femmes, jusqu'à une fureur presque hystérique contre les ouvriers conscients. Mais, dans l'ensemble du mouvement hitlérien, la propagande nationaliste s'appuie avant tout sur le sentiment que les Allemands éprouvent, à tort ou à raison, d'être écrasés moins par leur propre capitalisme que par le capitalisme des pays vainqueurs ; il en résulte quelque chose de fort différent du nationalisme sot et cocardier que l'on connaît en France, une propagande qui, essayant en outre de persuader que la plupart des capitalistes d'Allemagne sont juifs, s'efforce de poser les termes de capitaliste et d'allemand comme deux termes antagonistes.

On peut mesurer la puissance de rayonnement que possède en ce moment la classe ouvrière allemande par le fait que le parti hitlérien doit présenter le patriotsme lui-même comme une forme de la lutte contre le capital.

Même sous cette forme, la propagande nationaliste touche assez peu les ouvriers allemands, et les ouvriers hitlériens eux-mêmes. Dans leurs discussions avec les communistes, la question nationale reste le plus souvent au second plan ; au premier plan se posent les questions de classe ; tout au plus se demande-t-on dans quelle mesure il est sage de compter sur les ouvriers des autres pays.

Dans l'ensemble, les ouvriers hitlériens sont corrompus par leur participation à un tel mouvement beaucoup moins qu'on ne pourrait s'y attendre. Leur sentiment dominant est une haine violente à l'égard du « système », comme ils disent, haine qui s'étend aussi aux social-démocrates, considérés comme les soutiens du régime, et même aux communistes, accusés de collusion avec la social-démocratie ; car les ouvriers hitlériens, qui se croient engagés dans un mouvement révolutionnaire, s'étonnent sincèrement que les communistes veuillent s'unir aux réformistes contre eux. De plus, le régime russe leur semble avoir bien des points communs avec le régime capitaliste. « Vous voulez une nation de prolétaires », disent-ils aux communistes, « Hitler veut supprimer le prolétariat. »

Que désirent-ils donc ? Un régime idyllique, où les ouvriers, assurés d'une certaine indépendance par la possession d'un lopin de terre, seraient en outre défendus contre les patrons trop rapaces par un Etat tout puissant et plein de soins paternels. Quant au programme économique, ils ne s'en inquiètent guère ; il a pu être modifié considérablement à leur insu. Ils se reposent de tous les soucis de réalisation pratique sur celui qu'on nomme « le chef », bien qu'il ne dirige pas grand'chose, c'est-à-dire Hitler.

En réalité, ce qui les attire au mouvement national-socialiste, c'est, tout comme pour les intellectuels et les petits bourgeois, qu'ils y sentent une force. Ils ne se rendent pas compte que cette force n'apparaît si puissante que parce qu'elle n'est pas leur force, parce qu'elle est la force de la classe dominante, leur ennemi capital ; et ils comptent sur cette force pour suppléer à leur propre faiblesse, et réaliser, ils ne savent comment, leurs rêves confus.

LE PARTI DES GENS « RAISONNABLES »

Les social-démocrates sont au contraire des gens raisonnables, que la situation n'a pas encore réduits au désespoir, et qui refusent de se lancer dans des aventures. C'est dire que la social-démocratie, bien qu'elle compte dans ses rangs des petits bourgeois et des chômeurs, s'appuie surtout sur les ouvriers qui travaillent.

Elle a établi son emprise au cours des années de prospérité, et principalement par l'intermédiaire des syndicats, dont elle n'a fait, en somme, au Parlement, que seconder l'action.

Les syndicats réformistes, qui comptent quatre millions de membres, qui ont en mains le personnel des services publics, des cheminots, des industries-clefs, se sont, pendant la période de haute conjoncture, admirablement acquittés de leur tâche, à savoir : aménager le mieux possible la vie des ouvriers dans le cadre du régime. Caisses de secours, bibliothèques, écoles, tout a été réalisé dans des proportions grandioses, installé dans des locaux témoignant de la même folle prodigalité dont les capitalistes ont été saisis au même moment.

Des organisations ainsi modelées sur le développement de l'économie capitaliste dans ses périodes de stabilité apparente se sont naturellement attachées à la force qui fait la stabilité du régime, au pouvoir d'Etat. Aussi se sont-elles, d'une part, liées à un parti parlementaire, et à un parti qui est allé jusqu'aux plus extrêmes concessions pour rester dans la majorité gouvernementale ; et, d'autre part, elles se sont abritées derrière la loi, acceptant le principe du « tarif », c'est-à-dire les contrats de travail ayant force de loi et l'arbitrage obligatoire.

La crise est venue. Les capitalistes se sont abrités eux-mêmes derrière le principe des tarifs pour attaquer les salaires. Mais plus l'économie capitaliste a été secouée par la crise, plus les organisations syndicales, qui, comme il arrive toujours, voient le but suprême dans leur propre développement, et non dans les services qu'elles peuvent rendre à la classe ouvrière, se sont réfugiées peureusement derrière le seul élément de stabilité, le pouvoir d'Etat. Elles sont restées à peu près inertes ; les syndiqués qui participaient aux grèves dites « sauvages », c'est-à-dire non autorisées par les organisations, étaient exclus.

Vint le 20 juillet, le coup d'Etat qui ôta brutalement à la social-démocratie ce qui lui restait de pouvoir politique : toujours même inertie. « C'est que », disaient ouvertement les fonctionnaires syndicaux, « nous songeons avant tout au salut des organisations ; or la réaction politique ne les met pas en péril. Le capitalisme lui-même, à l'époque actuelle de l'économie, a besoin des syndicats. Le

péril hitlérien non plus n'existe pas ; Hitler ne pourrait prendre tout le pouvoir que par un coup d'Etat, qui ne se heurterait pas seulement à notre résistance, mais aussi à celle de l'appareil gouvernemental. Le seul péril serait d'engager les syndicats dans une lutte politique où l'Etat les briserait.»

Il s'agit en somme avant tout d'éviter que s'engage une lutte qui poserait la question : révolution ou fascisme, lutte qui aboutirait de toute manière à la destruction des organisations réformistes. Pour éviter qu'une telle lutte ne s'engage, et, si elle s'engage, pour la briser, on peut s'attendre que les fonctionnaires de la social-démocratie et des syndicats ne reculeront devant rien.

Pour la même raison, ils ne veulent à aucun prix du front unique ; ils ont compris la leçon de 1917 et l'imprudence de Kerensky.

En fin de compte, le fascisme semble être moins redoutable à leurs yeux que la révolution.

Les ouvriers qui composent les syndicats réformistes n'ont pas, avec le régime et l'Etat, les mêmes attaches indissolubles que leurs organisations. Quelques-uns, et surtout les vieux, suivent les syndicats réformistes et s'accrochent au régime ; mais, d'une manière générale, la crise, qui menace à chaque instant les ouvriers qu'elle n'a pas encore réduits au chômage, fait que les ouvriers ne peuvent plus avoir l'illusion d'être chez eux dans le régime.

Ainsi, à mesure que les organisations réformistes, sous l'action de la crise, se rattachaient de plus en plus peureusement au régime, les ouvriers, sous l'influence de la même cause, s'en détachaient de plus en plus. Le divorce entre les organisations et leurs membres est donc allé en s'accentuant. Depuis le 20 juillet surtout, on se met, chose inusitée jusque là, à discuter dans les réunions intérieures de la social-démocratie ; les jeunes y attaquent violemment la direction, proclament qu'ils ne veulent plus rester passifs sous prétexte qu'il faut éviter la guerre civile, qu'ils veulent s'entendre avec les ouvriers communistes, et lutter.

Mais lutter pour quoi ? Pour la république de Weimar ? La force de la position des chefs réformistes réside en ceci, qu'une lutte peut difficilement s'engager en ce moment sans mettre en question l'existence même du régime.

Or la question du régime, les ouvriers social-démocrates n'osent guère la regarder en face. Aussi leur opposition demeure-t-elle sourde, incertaine, dispersée. Certes, quelques-uns d'entre eux s'en vont au mouvement national-socialiste ou au communisme ; mais la plupart restent membres disciplinés, bien que mécontents, de leurs organisations.

Qu'ils préfèrent les organisations réformistes au mouvement hitlérien, cela fait leur éloge ; mais qu'est-ce qui les tient éloignés du parti communiste ? Où en est le parti communiste allemand ?

LE PARTI DES CHOMEURS

80 à 90 % des membres du parti communiste allemand sont chômeurs. Plus de la moitié des membres a adhéré au parti depuis moins d'un an, plus des quatre cinquièmes depuis moins de deux ans. Ces seuls chiffres permettent d'apprécier la faiblesse du parti par rapport aux tâches qu'il se propose.

La crise a pour effet naturel de rendre prudents même les ouvriers hautement qualifiés qui, en période de prospérité, ne craignant pas de perdre leur place, sont les plus disposés à mener une action révolutionnaire ; et elle amène au contraire à des opinions radicales ceux qui n'ont plus rien à perdre : les chômeurs. De même la crise use et remplace très vite des couches successives de révolutionnaires. Mais ces phénomènes produits par la crise dans la classe ouvrière, et qui sont pour elle une cause de faiblesse, se reflètent dans le parti communiste, non pas atténués, comme il faudrait pour qu'il constitue un instrument aux mains des ouvriers, mais au contraire grossis. Ce grossissement ne peut être dû qu'à la politique du parti.

Sa politique syndicale, menée selon les deux mots d'ordre contradictoires : « Renforcez les syndicats rouges », et : « Travaillez dans les syndicats social-démocrates », a abouti à des syndicats rouges très faibles et à une influence communiste à peu près nulle dans les syndicats réformistes. Le régime intérieur, régime de dictature bureaucratique sans contrôle de la base, a permis à la direction de mener une politique d'aventures qui a ôté au parti tout crédit dans les entreprises, les ouvriers des entreprises ayant beaucoup plus que les chômeurs la crainte des aventures. Ce même régime intérieur, en rendant la vie impossible aux éléments les plus conscients s'ils ne taisent pas au moins une partie de ce qu'ils pensent, en empêchant que les membres nouveaux, souvent recrutés au hasard, reçoivent une éducation sérieuse, condamne le parti à n'avoir presque que des membres fraîchement acquis.

Ainsi le prolétariat allemand n'a comme avant-garde, pour faire la révolution, que des chômeurs, des hommes privés de toute fonction productrice, rejetés hors du système économique, condamnés à vivre en parasites malgré eux, et qui sont de plus entièrement dépourvus aussi bien d'expérience que de culture politique. Un tel parti peut propager des sentiments de révolte, non se proposer la révolution.

Si l'on ajoute que les organisations de sympathisants groupent, elles aussi, surtout des chômeurs, et seulement au nombre d'une ou deux centaines de mille, que le parti n'a même pas construit de solides organisations de chômeurs, qu'il a laissées dissoudre, il y a deux ans, une excellente organisation militaire (R.F.K) qu'il n'a pu faire vivre illégalement, et dont les membres se trouvent aujourd'hui en partie dans les troupes d'assaut hitlériennes, on reconnaîtra qu'il est difficile d'imaginer une organisation plus faible à l'égard des problèmes que pose toute action.

Cette faiblesse intérieure lui rend à la fois indispensable et difficile d'acquérir une influence sur les ouvriers des autres partis. Cependant la situation intérieure des partis national-socialiste et social-démocrate lui est favorable.

Dans le mouvement hitlérien se trouvent des ouvriers qu'on ne peut nommer conscients, mais qui ont, sinon des conceptions, du moins des sentiments révolutionnaires, qui croient sincèrement, dans ce parti nationaliste, servir la révolution. En exposant clairement les contradictions intérieures du parti hitlérien, en dénonçant surtout avec une vigueur implacable, le caractère contre-révolutionnaire de

toute propagande nationaliste, on pourrait, dans une certaine mesure, isoler le parti hitlérien de la classe ouvrière, en détacher même certains éléments petits bourgeois.

Au contraire, les ouvriers social-démocrates, sourdement mécontents de la politique réformiste, n'osent pas s'engager dans la lutte révolutionnaire par une crainte légitime de l'aventure. La polémique ne peut mordre sur eux, on ne peut les entraîner que par des accords pratiques permettant aux ouvriers social-démocrates et communistes, impuissants séparément, d'accomplir ensemble des actions bien déterminées ; actions qui contribueraient aussi à attirer ceux qui vont au parti hitlérien simplement parce qu'il est le seul à donner l'impression qu'il existe.

Or, par une perversité qui semble diabolique, le parti communiste mène une politique exactement contraire.

Il n'emploie d'autre moyen d'action auprès des social-démocrates que la polémique contre leurs chefs, polémique menée dans le langage le plus violent ; les offres de front unique, faites « à la base », par dessus la tête des organisations,et dont chacun sait d'avance qu'elles seront rejetées, constituent simplement un aspect de cette polémique. En juillet, sous la pression des ouvriers de la base, et devant la menace des bandes fascistes, on a plusieurs fois réalisé le front unique entre organisations locales ; mais depuis, si le terme de « social-fasciste » est devenu de moins en moins usité, tout en faisant toujours partie du vocabulaire officiel, le front unique a été pratiquement abandonné. Les propositions d'organisation à organisation ne se sont pas renouvelées.

Avec les hitlériens au contraire, le parti a longtemps pratiqué une sorte de front unique dirigé contre la social-démocratie. Les ouvriers social-démocrates n'ont pas oublié le fameux plébiscite hitlérien, que la bureaucratie communiste s'est soudain avisée de transformer en « plébiscite rouge ». En se donnant ainsi l'apparence de prendre au sérieux les phrases révolutionnaires du parti hitlérien, elle a considérablement encouragé les ouvriers hitlériens dans leur erreur. Mais elle a fait pire : elle a suivi le mouvement hitlérien sur le terrain national. Le parti a publié comme brochure de propagande, et sans commentaires, le recueil des lettres où l'officier Scheringer expliquait qu'il était passé du national-socialisme au communisme parce que le communisme, par une alliance militaire avec la Russie, était bien mieux capable de servir les fins nationales de l'Allemagne. Sur cette plate-forme, Scheringer a formé un groupe, composé de gens du meilleur monde, et officiellement contrôlé par le parti. Le mot d'ordre de libération nationale (volksbefreiung) tient, dans la propagande du parti, une place souvent aussi importante, parfois plus importante, que les mots d'ordre de lutte sociale.

Il faut remarquer que les ouvriers communistes eux-mêmes ne sont pas le moins du monde nationalistes. Mais cette politique les désarme dans leurs discussions avec les ouvriers hitlériens, au cours desquelles on a l'impression qu'ils n'arrivent pas à trouver le point de désaccord. On dirait que le parti communiste fait tout ce qu'il peut pour ne pas laisser apparaître, aux yeux des ouvriers peu cultivés, le caractère qui le distingue du mouvement hitlérien, en dehors d'une extrême faiblesse.

Le résultat de toute cette politique est, pour le parti communiste allemand, un isolement complet au sein de la classe ouvrière.

Cette situation impose au parti communiste une attitude passive qui donne à ses mots d'ordre révolutionnaires le caractère de la plus creuse phraséologie.

A moitié illégal, sa presse muselée, ses manifestations, le plus souvent interdites, il ne peut réagir, de peur d'être réduit à l'illégalité complète. Dans son désarroi, il essaye, dans une situation qui ne laisse place qu'à des luttes de caractère politique, de reprendre contact avec les ouvriers des entreprises sur le terrain des revendications, ce qui est comique si l'on songe qu'en France et en Belgique il tente de donner artificiellement un caractère politique aux grèves revendicatives. Il essaye de cacher son impuissance par des mensonges, des vantardises, des mots d'ordre lancés à vide, tel que le mot d'ordre de grève générale lancé sans préparation le 21 juillet, qu'aucun ouvrier n'a pris au sérieux, et qui n'a fait que rendre le parti ridicule.

Tout cela répand, dans les rangs du parti, un profond découragement. Le succès remporté aux élections ne leur a rendu quelque confiance que grâce aux illusions les plus dangereuses concernant la valeur d'un succès électoral. Malgré ce succès, les ouvriers communistes sont en proie à un vague malaise ; ils se rendent compte que quelque chose ne va pas ; dans les cellules, où on essaye de les absorber dans des tâches de petite envergure, ils élèvent la voix, ils discutent, chose nouvelle depuis quelques années. Mais ils discutent encore timidement ; ils ne posent pas les questions essentielles. Des arguments d'ordre purement sentimental, tels que : « on ne peut pas faire le front unique avec Noske et Grzesinsky », ont facilement prise sur des communistes de fraîche date, sans expérience ni culture historique.

De plus les communistes de la base n'ont pas, en général, conscience de traverser un moment décisif de l'histoire ; ils ont le sentiment d'avoir beaucoup de temps devant eux, sentiment qui s'explique par la lenteur de l'évolution politique en Allemagne. Ceux qui ont gardé quelque espoir de victoire s'attendent vaguement qu'un jour une trahison des chefs réformistes, plus scandaleuse que les autres, amènera au parti communiste les masses social démocrates.

Les petites oppositions communistes essayent en vain de transformer ce sourd malaise en quelque chose d'articulé ; elles-mêmes d'ailleurs gardent une attitude quelque peu craintive et plus ou moins ambiguë à l'égard du parti officiel. En général, leurs chefs n'ont d'espoir qu'en un renouveau spontané du mouvement révolutionnaire, après une catastrophe où périront les cadres officiels ; il faut faire exception pour le petit groupe trotskyste, qui n'arrive guère à faire plus qu'à répandre la littérature de Trotsky, et pour le parti socialiste ouvrier (S. A. P.).

Ce parti, bien que constitué comme opposition social-démocrate, s'est en fait orienté vers le mouvement communiste, grâce à l'impulsion de la base, formée surtout de jeunes ouvriers remarquablement

conscients, et sous l'influence de militants de valeur, anciens brandlériens sortis de l'opposition brandlérienne parce que celle-ci, dans les questions russes, se solidarise avec Staline. Mais un vice essentiel qui tient à sa formation même frappe ce petit parti d'impuissance : à la faiblesse numérique d'une secte, il joint l'incohérence d'une organisation de masse.

D'une manière générale les oppositions n'arrivent ni à agir par elles-mêmes, ni à mordre sur le parti officiel. Et celui-ci reste réduit à prêcher la révolution sans pouvoir la préparer.

Cette impuissance du parti qui dit constituer l'avant-garde du prolétariat allemand pourrait faire conclure, légitimement en apparence, à l'impuissance du prolétariat allemand lui-même. Mais le parti communiste allemand n'est pas l'organisation des ouvriers allemands résolus à préparer la transformation du régime, bien que ceux-ci en soient ou en aient été membres pour la plupart ; il constitue une organisation de propagande aux mains de la bureaucratie d'Etat russe, et ses faiblesses sont par là facilement explicables.

On comprend sans peine que le parti communiste allemand, armé, par les soins de la bureaucratie russe, de la théorie du « socialisme dans un seul pays », soit en mauvaise posture pour lutter contre le parti hitlérien qui s'intitule : « parti de la révolution allemande ».

Il est clair, d'une manière plus générale, que les intérêts de la bureaucratie d'Etat russe ne coïncident pas avec les intérêts des ouvriers allemands. Ce qui est d'intérêt vital pour ceux-ci, c'est d'arrêter la réaction fasciste ou militaire ; pour l'Etat russe, c'est simplement d'empêcher que l'Allemagne, quel que soit son régime intérieur, ne se tourne contre la Russie en formant bloc avec la France. De même une révolution ouvrirait des perspectives d'avenir aux ouvriers allemands ; mais elle ne pourrait que troubler la construction de la grande industrie en Russie ; et, de plus, un mouvement révolutionnaire sérieux apporterait nécessairement un secours considérable à l'opposition russe dans sa lutte contre la dictature bureaucratique. Il est donc naturel que la bureaucratie russe, même en cet instant tragique, subordonne tout au souci de conserver sa mainmise sur le mouvement révolutionnaire allemand.

*
* *

Ainsi les trois partis qui attirent les ouvriers allemands en déployant le drapeau du socialisme sont entre les mains, l'un, du grand capital, qui a pour seul but d'arrêter, au besoin par une extermination systématique, le mouvement révolutionnaire ; l'autre, avec les syndicats qui l'entourent, de bureaucrates étroitement liés à l'appareil d'Etat de la classe possédante ; le troisième, d'une bureaucratie d'Etat étrangère, qui défend ses intérêts de caste et ses intérêts nationaux. Devant les périls qui la menacent, la classe ouvrière allemande se trouve les mains nues.

Ou plutôt on est tenté de se demander s'il ne vaudrait pas mieux pour elle se trouver les mains nues; les instruments qu'elle croit saisir sont maniés par d'autres, dont les intérêts sont ou contraires, ou tout au moins étrangers aux siens.

La bourgeoisie entre deux solutions

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la lutte entre les fractions de la bourgeoisie occupe le premier plan dans la politique intérieure allemande.

L'extrême obscurité que présentent ces luttes vient de la complexité des rapports entre le parti national-socialiste et la bourgeoisie. Quand le grand capital groupe sous son contrôle les révoltés inconscients pour les pousser contre les révolutionnaires, il peut avoir pour objet, soit d'exterminer ceux-ci, soit simplement de les paralyser. On pouvait ainsi, fin juillet, déterminer deux perspectives.

L'une était celle d'un gouvernement fasciste. C'est là, pour la bourgeoisie, une dernière ressource ; l'avènement au pouvoir des bandes hitlériennes présente pour elle le double danger de dresser côte à côte les ouvriers social-démocrates et communistes, et de lancer dans l'action à main armée les ouvriers hitlériens, qui prennent au sérieux la propagande démagogique de leur parti. Le fascisme ne peut être nécessaire à la bourgeoisie allemande qu'au cas où les ouvriers, malgré l'absence d'organisations qui leur appartiennent réellement, menaceraient de l'empêcher de réaliser les mesures économiques qu'elle juge être d'importance vitale dans la crise présente. Il lui faudrait alors engager le combat suprême.

L'autre perspective était celle d'un « gouvernement présidentiel », comme on dit en Allemagne, appuyé sur une union nationale s'étendant des hitlériens aux social-démocrates. Une telle union est possible sur la base du capitalisme d'Etat. En opposition avec la théorie communiste, les social-démocrates et les hitlériens s'accordent pour affirmer que la première étape vers le socialisme est la nationalisation des banques et des industries-clefs, sans transformation de l'appareil d'Etat ni organisation du contrôle ouvrier. Or la crise actuelle amène les capitalistes, non certes à accepter un tel programme, mais à chercher à se servir de l'appareil d'Etat en en faisant jusqu'à un certain point, d'une manière encore obscure pour eux-mêmes, un rouage de l'économie. Dans tous les pays, des économistes bourgeois ont écrit dans ce sens. En Allemagne, où, plus qu'en aucun autre pays, les gouvernements sont intervenus dans la vie économique, sans en excepter von Papen, qui se dit le défenseur de l'économie libérale, cette tendance a trouvé son expression économique la plus achevée dans la revue «Tat». La revue «Tat» est l'organe de jeunes économistes brillants, représentants du capital financier, qui voient les éléments du régime à venir dans les syndicats et le parti national-socialiste. Les social-démocrates ne cachent pas qu'ils considèrent tout accroissement du pouvoir économique de l'Etat comme « un morceau de socialisme », et qu'ils sont prêts, pour réaliser ce qu'ils nomment le socialisme, à accepter le concours des hitlériens eux-mêmes. La bourgeoisie semble avoir ainsi un moyen d'établir une sorte de régime fasciste sans massacres ni destruction des organisations syndicales, qui deviendraient simplement une pièce de l'appareil d'Etat.

Aucune de ces perspectives ne s'est réalisée.

Hitler n'a pas le pouvoir. L'industrie lourde, qui

le soutenait contre von Papen, l'homme des hobereaux, l'a jusqu'à un certain point abandonné ; elle a diminué les subventions qu'elle lui accorde ; elle a mis son principal organe, la « Deutsche Allgemeine Zeitung », au service du gouvernement ; elle est intervenue auprès de Hindenburg pour l'empêcher de donner le pouvoir à Hitler.

D'autre part, si l'Allemagne a toujours un « gouvernement présidentiel », ce gouvernement est bien loin de s'appuyer sur une coalition nationale ; au contraire, la grande bourgeoisie exceptée, il a toute la nation contre lui. Von Papen a fait comme si le parti hitlérien était un régiment de soldats de plomb qu'on peut à volonté sortir et remettre dans sa boîte ; mais, malheureusement pour la grande bourgeoisie allemande, les hitlériens ne sont pas des soldats de plomb ; ce sont des hommes révoltés et désespérés. Les ouvriers social-démocrates, eux aussi, ne peuvent être entraînés au-delà d'une certaine limite. Aussi assiste-t-on, en ce moment, à ce spectacle étrange d'un gouvernement qui reste au pouvoir malgré l'opposition violente des trois seuls partis de masse, lesquels, tous trois, hitlériens et social-démocrates aussi bien que communistes, soutiennent la vague de grèves que von Papen vient de décréter illégale. Bien que ces grèves soient de petite envergure, les organisations syndicales, si attachées à la légalité, avouent naïvement que la pression des masses les empêche de s'incliner devant ce décret.

Cette situation, exceptionnellement favorable pour les ouvriers révolutionnaires, s'ils sont capables d'en profiter, ne peut pas durer longtemps.

L'alternative qui se posait au début d'août se pose encore. Le mouvement hitlérien a perdu, il est vrai, une bonne part de son prestige en cessant d'apparaître comme la force suprême ; mais il pourrait la regagner s'il avait de nouveau le grand capital derrière lui. Si le tournant annoncé par von Papen dans la conjoncture économique ne se produit pas, si la masse grandissante des chômeurs continue à menacer la bourgeoisie d'une sorte de jacquerie, si les négociations avec la France n'apportent pas de satisfaction sérieuse aux petits bourgeois nationalistes, la grande bourgeoisie se verra sans doute forcée d'avoir de nouveau recours à Hitler.

Or Hitler signifie le massacre organisé, la suppression de toute liberté et de toute culture.

La grande inconnue

Il y a encore un élément inconnu, en dehors de la conjoncture économique et de la diplomatie : c'est l'attitude que prendront les ouvriers allemands.

Quand on considère abstraitement l'histoire des dernières années, on est tenté de croire que la classe ouvrière allemande, qui a subi passivement toutes les défaites, n'a plus aucune ressource en elle-même. Mais il est impossible de désespérer des ouvriers allemands lorsqu'on les a approchés.

Les jeunes ouvriers aux yeux fiévreux, aux joues creuses, que l'on voit arpenter les rues de Berlin ne sont pas restés passifs parce qu'ils sont lâches ou inconscients. Qu'après des années de chômage et de misère il n'y ait parmi eux qu'un nombre relativement faible de voleurs et de criminels ; qu'ils soient restés pour la plupart hors du mouvement hitlérien ; que la propagande nationaliste ait à peine pu mordre sur eux, cela ne peut qu'exciter l'admiration. Dans cette situation désespérée, ils ont résisté à toutes les formes de désespoir.

Dans leurs moments de tristesse comme dans leurs moments de gaieté en apparence insouciante, leur maintien, leur langage restent empreints d'une gravité, ou plutôt d'un sérieux, qui les fait apparaître, non pas comme accablés par le poids de la misère, mais comme continuellement conscients du sort tragique qui est le leur. Ils n'aperçoivent pas d'issue ; mais ils ont conservé, ils conservent, dans la condition inhumaine où ils sont placés, leur dignité d'être humains par une vie saine et une haute culture.

Beaucoup, qui ne mangent pas à leur faim, trouvent encore quelques sous pour les organisations sportives, grâce auxquelles ils peuvent s'en aller en bandes joyeuses, hommes et femmes, garçons et filles, vers les lacs et les forêts, marcher, nager, jouir de l'air et du soleil. D'autres se privent de pain pour acheter des livres ; le commerce des livres est un de ceux qui a le moins souffert de la crise. Le niveau de culture des ouvriers allemands est quelque chose de surprenant pour un français. En dehors des organisations politiques, il se forme spontanément, parmi les jeunes ouvriers, quelques cercles d'études, où on lit les ouvrages classiques du mouvement révolutionnaire, où on écrit, où on discute.

Ainsi, supportant une misère écrasante sans se plaindre ni chercher à s'étourdir, la meilleure partie de la classe ouvrière allemande échappe à la déchéance que constitue la condition de chômeur. La passivité même des ouvriers allemands devant les attaques de la réaction politique ne provient que de leur répugnance à se jeter dans l'aventure ; elle est signe de courage et non de désespoir. Vienne le moment où tous ensemble, ouvriers des entreprises et chômeurs, voudront se soulever, la classe ouvrière apparaîtra dans sa force avec bien plus d'éclat qu'à Paris en 1871 ou à Saint-Pétersbourg en 1905 !

Simone WEIL.

FERNAND LORIOT

Peu avant de mettre sous presse nous apprenons la mort de Loriot, — Loriot qui, après avoir joué un rôle de premier plan dans l'Internationale Communiste à l'époque héroïque des premières années de la Révolution russe et de l'immédiate après-guerre, adhéra ensuite pleinement au syndicalisme révolutionnaire.

Monatte, son compagnon de lutte et de « complot » dans le « Comité de la Troisième Internationale », retracera, la quinzaine prochaine, pour les lecteurs de la « R. P. », les étapes de la vie et de la pensée de ce grand militant.

NOTES ÉCONOMIQUES

Economie soviétique

LES MAGNIFIQUES RESULTATS DU TRAVAIL A LA TACHE ET DE L'INEGALITE DES SALAIRES !

A part ces salauds, de l'espèce qui crie « tue ! » quand le patron dit « assomme ! », qui imaginèrent de justifier les mesures de Staline en déclarant que l'égalité des salaires n'avait rien de socialiste (sic !) et n'était qu'une revendication petite-bourgeoise (resic !!), les défenseurs du discours du 23 juin 31 et des ordonnances dites soviétiques qui suivirent, présentèrent comme explications qu'il fallait avant tout accroître la production de l'U.R.S.S., et pour cela, augmenter la productivité de l'ouvrier ; or, d'après eux, cela n'était possible que par l'intensification du travail à la tâche et l'accroissement des inégalités de salaires entre les différentes catégories de travailleurs. Voici les résultats :

Les deux industries qui avaient fait l'objet des ordonnances du 28 septembre 31, que nous avions, à l'époque, analysées et commentées (Voir R.P. de décembre 31, pages 22 et 35), étaient l'industrie métallurgique et l'industrie minière. Voici les chiffres pour ces deux industries durant le premier semestre de cette année :

MÉTALLURGIE :

les hauts fourneaux existant au 1er janvier 1932 fournissaient à cette époque 15.865 tonnes de *fonte* par jour en moyenne ; en juin, ces mêmes hauts-fourneaux n'en donnaient plus que 13.000 tonnes, et en juillet, 12.380 tonnes ;

la production quotidienne moyenne d'*acier* était, en juin, inférieure de 7 % à ce qu'elle était en janvier 1932, et, en juillet, de 11 % ;

la production des laminés a descendue de 13.130 tonnes par jour, en avril, à 10.000 tonnes en juillet.

CHARBONNAGES :

en janvier 1932, l'extraction quotidienne de charbon atteignait 198.169 tonnes, en février, elle était de 192.848 t., en mars, de 187.838 t., en avril, de 184.530 t., en mai, de 177.680 t., en juin, de 170.360 t., en juillet, de 156. 900 t., et, au début d'août : 142.400 tonnes.

Quant à la productivité, elle était tombée de 13,3 tonnes de charbon par jour et par ouvrier en 1931 à 12,8 tonnes en juin 1932 (*Izvestia* du 17 août 1932), malgré une augmentation considérable du machinisme (hâveuses, marteaux - piqueurs, etc...)

Est-ce clair ? Fin septembre 31 débute l'application du système stalinien comportant un effroyable renforcement du travail à la tâche et des inégalités de salaires ; résultat : durant le cours de 32 les ouvriers répondent en diminuant la production.

Voilà à quoi aboutit la copie des méthodes capitalistes, des pires méthodes capitalistes, des méthodes d'exploitation renforcée du capitalisme américain. Il ne suffit pas en effet de falsifier Marx (voir R.P. de janvier 32), ou de baptiser « émulation socialiste » les pires méthodes de concurrence entre ouvriers pour que, dans un régime qui n'est plus fondé sur la concurrence, ces méthodes donnent les mêmes résultats qu'en régime capitaliste. A la socialisation de la propriété et de l'échange, doit nécessairement correspondre une socialisation du travail.

Economie capitaliste

L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE ET LE MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE

Je m'excuse de revenir encore sur la question de l'origine des crises, mais plusieurs lettres qui m'ont été adressées récemment, ainsi qu'un article dans un des derniers numéros de la « Critique Sociale », montrent que la question continue à préoccuper bon nombre de camarades. Un point, particulièrement, semble les gêner. Je vais tâcher de l'exposer plus en détail que je ne l'ai fait jusqu'à présent.

Vous prétendez — me dit-on — que la crise a éclaté par suite du manque de main-d'œuvre à un moment donné. Or, par la « rationalisation », par des progrès techniques de toutes sortes, la productivité de l'ouvrier a beaucoup augmenté ; il faut aujourd'hui beaucoup moins d'ouvriers pour fabriquer une même quantité de marchandises qu'il y a quelques années (1) ; comment, dans ces conditions, a-t-il pu se produire une pénurie d'ouvriers ? L'augmentation de la productivité du travail tend à amener un excès de main-d'œuvre, non une pénurie de main-d'œuvre.

Eh bien ! si évident que cela paraisse, c'est tout à fait inexact, aussi inexact que la rotation du soleil autour de la terre, si évidente que celle-ci aussi paraisse. Loin d'empêcher la pénurie de main-d'œuvre, ni même simplement de retarder le moment où elle se manifestera, l'accroissement de la productivité du travailleur hâte, au contraire, le moment où cette pénurie se fait sentir.

En effet, il y a pénurie d'ouvriers, en régime capitaliste, lorsqu'il y a des capitaux disponibles qui ne trouvent pas à s'employer d'une manière « productive », parce qu'il n'y a pas assez d'ouvriers pour faire marcher les usines, les machines, etc... que ces capitaux permettraient de construire et d'alimenter. Or, si l'accroissement de la productivité du travail, accroît la quantité de capitaux disponibles, il est bien évident qu'il tend à provoquer non point une surabondance d'ouvriers, mais au contraire une pénurie d'ouvriers.

C'est justement ce qui se passe. Voyons-le d'une façon précise.

(1). Bien entendu il ne faut point exagérer cette diminution du nombre d'ouvriers nécessaires. Je répète que des chiffres, comme ceux fréquemment cités, donnant le nombre d'ouvriers que permet d'économiser l'emploi de nouvelles machines, mais n'indiquant pas combien il a fallu d'ouvriers pour construire ces machines, sont *absolument sans valeur*. Ils ne permettent aucunement de juger de combien la productivité du travail a été augmentée par les nouvelles machines, ni même si elle a été augmentée.

La « rationalisation » accroît le bénéfice capitaliste...

A un moment donné, l'ensemble des ouvriers occupés réalise une production globale que nous poserons égale à 100. Supposons que le taux de la plus-value, c'est-à-dire le degré de l'exploitation de l'ouvrier, soit de 100 %, l'ouvrier ne recevant comme salaire que la moitié de ce qu'il produit, c'est-à-dire 50, puisque la production totale est de 100 ; les 50 autres, formant la plus-value, iront alors aux capitalistes. De ces derniers 50, mettons que la moitié, soit 25, soit utilisé par les capitalistes pour leur propre consommation ; il restera 25 pour être employé comme nouveaux capitaux.

Supposons maintenant que la productivité de l'ouvrier augmente de 20 % ; les ouvriers feront alors une production, non plus de 100, mais de 120 ; leur salaire n'aura pas changé, ou fort peu, (car même le plus bâté des réformistes, ne saurait prétendre que quand un patron trouve un moyen de réaliser une économie, il se hâte de supprimer cette économie en élevant d'autant le salaire de ses ouvriers) ; la part de la production qui ira aux ouvriers, comme salaire, sera donc toujours de 50 ; par suite, il restera entre les mains des capitalistes, 120 moins 50, c'est-à-dire 70, au lieu de 50 avant l'augmentation de la productivité.

... donc les nouveaux capitaux, donc les besoins en main-d'œuvre

Admettons que cette augmentation de ses bénéfices incite la classe bourgeoise à consommer davantage, qu'au lieu de consommer 25, elle consomme désormais 30 ; il lui restera encore néanmoins 40 comme nouveaux capitaux — au lieu de 25 — pour lesquels il lui faudra trouver de nouveaux ouvriers.

Ainsi, avant l'augmentation de la productivité, il fallait trouver des ouvriers pour mettre en œuvre des capitaux égaux à 25, et maintenant, il faut en trouver pour mettre en œuvre des capitaux égaux à 40. Or, en dernière analyse, les capitaux servent exclusivement, si on considère la classe bourgeoise dans son ensemble, à payer des salaires ; si donc le salaire ne varie pas, le nombre d'ouvriers qu'emploie un capital donné est invariable ; par conséquent, s'il fallait 2 millions et demi d'ouvriers pour un capital de 25, il en faudra 4 millions pour un capital de 40. Une augmentation de la productivité de 20 % aura donc finalement augmenté de 60 % la demande en nouveaux ouvriers.

Changez les chiffres ci-dessus, qui n'ont été pris, naturellement, qu'à titre d'exemple, répartissez dans d'autres proportions les différentes fractions de la production, vous trouverez toujours qu'une augmentation de la productivité entraîne un besoin accru de main-d'œuvre, à condition cependant que vous preniez une accumulation normale, c'est-à-dire que vous admettiez qu'un accroissement des bénéfices de la classe bourgeoise se traduit par un accroissement du capital qu'elle accumule, qu'elle « épargne », et non exclusivement par un accroissement de sa propre consommation, car c'est ici que joue l'absence des deux estomacs chez M. Rockefeller : quand, par suite de l'augmentation de la productivité du travail, les bénéfices de la bourgeoisie sont accrus de 20 %, cela n'augmente pas de 20 % la capacité du bourgeois de consommer et de jouir.

En un mot : une augmentation de la productivité se traduit bien par une augmentation des quantités de marchandises produites, mais les besoins en marchandises consommables n'augmentant pas, ou peu, du fait, d'une part, de la fixité des salaires, et d'autre part de la difficulté pour des gens repus d'augmenter indéfiniment leur consommation, cet accroissement de la production porte, avant tout, sur les moyens de production (capital), moyens qui ont besoin d'ouvriers pour devenir productifs.

La confirmation des chiffres

Et puisqu'on me reproche de ne pas accorder assez d'importance aux statistiques, indiquons pour terminer, que tout ceci se trouve pleinement corroboré par les statistiques de la période qui a précédé immédiatement la crise actuelle.

Vers 26, 27, on commence, surtout aux Etats-Unis à manquer de main-d'œuvre ; on pare le coup en « rationalisant » à outrance, aux Etats-Unis d'abord, en Allemagne ensuite. Le manque de main-d'œuvre cesse alors de se faire sentir, car la rationalisation a libéré des ouvriers, et les nouveaux capitaux que cette rationalisation permet de produire n'ont pas encore eu le temps de se former, d'où légère augmentation du chômage : fin 27 aux Etats-Unis, fin 28 en Europe Centrale. (Voir les chiffres dans le livre de Drechsel : « Chiffres et Documents pour l'étude de la crise mondiale »). Mais ça ne dure qu'un instant. L'accroissement de l'accumulation du capital, que permet la rationalisation, fait son effet : de nouveaux capitaux apparaissent en masse, pour lesquels il faut en masse de nouveaux ouvriers, si bien que la pénurie de main-d'œuvre reparaît, très fortement aux Etats-Unis, atteignant un maximum en septembre 29, un mois avant le déclanchement de la crise, époque où les statistiques indiquent que 99,3 % de la main-d'œuvre, c'est-à-dire pratiquement toute la main-d'œuvre, est employée ; de même en Allemagne, où, en ce même mois de septembre, on est revenu à très peu de chose près, au même pourcentage de main-d'œuvre employé qu'un an auparavant. La rationalisation n'a donc fait qu'ajourner de quelques mois la pénurie de main-d'œuvre, elle n'a fait reculer la crise que pour mieux la faire éclater.

D'ailleurs toute l'histoire du XIX[e] et du XX[e] siècles prouve ce que nous venons de dire, bien mieux encore que les statistiques de détail. Ces siècles ont été des siècles de découvertes techniques ininterrompues amenant, bien plus que la « rationalisation », une augmentation colossale de la productivité du travail humain. Or, pendant toute cette période, la population industrielle n'a fait que croître, elle aussi, à une allure formidable, aussi formidable que l'augmentation de la productivité elle-même. C'est donc bien la preuve que l'augmentation de la productivité ne libère pas de la main-d'œuvre, si ce n'est très momentanément, et qu'au contraire plus s'accroît ce que peut produire un ouvrier, et plus s'accroît le besoin d'ouvriers. Dire que l'augmentation de la productivité tend à diminuer le nombre d'ouvriers, à créer une surabondance, et non un manque de main-d'œuvre, c'est simplement nier toute l'histoire des cent cinquante dernières années.

R. LOUZON.

Pour la renaissance du Syndicalisme

La voix du syndicalisme révolutionnaire au Congrès Confédéré des Services Publics

La Fédération confédérée des services publics est une organisation forte de près de 50.000 membres.

Depuis 10 ans, malgré les difficultés de la propagande dans les milieux ruraux, d'immenses progrès ont été réalisés dans le domaine du recrutement. La Fédération possède aujourd'hui des syndicats locaux dans presque toutes les villes de grosse et moyenne importance et de nombreux syndicats départementaux groupant le personnel des communes rurales.

L'esprit syndicaliste s'est développé en fonction d'une propagande active, de la publication régulière du journal fédéral, d'une dizaine d'organes régionaux et syndicaux, ainsi que du contact, dans les Unions départementales et locales, avec les autres syndicats du mouvement confédéral.

On peut même ajouter que bon nombre de militants de la Fédération sont des animateurs d'Unions de syndicats ouvriers.

Jusqu'au Congrès de Grenoble, qui eut lieu dans la première quinzaine de septembre dernier, on pouvait considérer la Fédération des services publics comme une organisation acquise sans réserve à la politique confédérale et approuvant aveuglément la représentation à Genève et dans les conférences internationales. Si des syndicats s'étaient prononcés à Japy en faveur de la résolution des « 22 », bien peu d'entre eux avaient pris position contre le rapport moral de la C.G.T.

Ce fut donc une surprise quasi-générale dans les milieux syndicaux de constater un changement radical, dès l'ouverture des débats du Congrès de Grenoble. Les plus surpris furent peut-être les membres du bureau fédéral qui, habitués à ne discuter dans les assises nationales que des questions exclusivement corporative, ne s'attendaient guère à une levée de boucliers contre l'orientation actuelle de la C.G.T.

86 *voix contre le rapport moral*

Le fait dominant du Congrès fut donc — en dehors des critiques inaccoutumées apportées à l'action corporative proprement dite — la volonté nettement exprimée des délégués des syndicats du Nord, de la Seine, de la Seine-Inférieure, des Bouches-du-Rhône et d'un certain nombre d'autres régions, de discuter des problèmes intéressant le mouvement ouvrier tout entier et de marquer leur désaccord profond avec une politique confédérale qui avait fait la preuve de son impuissance.

Le conflit concernant le recrutement des « hospitaliers » tint également une large place dans la discussion.

Le personnel des établissements publics communaux et départementaux a des affinités incontestables avec les « communaux ». Dans la plupart des cas il est assimilé au personnel communal et les revendications de l'un et de l'autre sont étroitement liées: des attaches de solidarité corporative et syndicale les unissent dans l'action qui serait plus efficace s'ils étaient groupés dans une même fédération. Or la C.G.T. ne semble pas regarder d'un bon œil le mouvement d'adhésion des « hospitaliers » à la Fédération des services publics. On a l'impression très nette que le bureau confédéral préfère gouverner trois ou quatre fédérations du personnel des divers services publics plutôt que de favoriser la construction d'une seule organisation nationale qui serait sans aucun doute très puissante en raison des effectifs qu'elle rassemblerait et des moyens d'action dont elle disposerait.

Les camarades Thouvignon (Lille) et Gauthier (Bouches-du-Rhône) placèrent leurs critiques sur un plan plus général. Ils affirmèrent tous deux, après avoir dressé le bilan des parlottes de Genève, relatives à la crise économique et montré l'échec des conférences de soi-disant désarmement, que le moment était venu de rompre avec de tels moyens d'action et de recourir à la pression directe des organisations syndicales sur les gouvernements quels qu'ils soient et de quelque nuance politique qu'ils se réclament.

Au vote, sur 494 mandats, 320 se prononcèrent pour le rapport moral; 86 contre et 58 s'abstinrent, tandis qu'à Lille, deux ans auparavant, le rapport moral avait été voté à l'unanimité et le discours de Jouhaux sur la présence à Genève et ailleurs, frénétiquement applaudi.

Le discours de Jouhaux

A Grenoble, Jouhaux représentait encore la C.G.T. L'accueil que lui réserva le Congrès fut certes moins enthousiaste. Avant son audition une motion rédigée par Mobuleau et complétée en sa dernière partie par l'auteur de ces lignes, avait été déposée.

Des incidents suscités par le fait que l'on donna la parole au secrétaire confédéral avant que le rapporteur des questions diverses eut soumis la motion au Congrès se produisirent. Ce fut pendant dix minutes un chahut infernal. Finalement le texte fut lu et Jouhaux, durant une heure et demie, parla dans le silence le plus complet.

Que dit-il, quelles furent ses explications ? Ceux qui ont entendu les discours de Bullier en 1927, de Japy en 1929 et 1931, ainsi que les autres « plaidoyers » prononcés dans l'intervalle des congrès confédéraux, n'auraient rien appris de nouveau à Grenoble.

Après dix années d'expérience, dix années de collaboration allant, dans certains cas, jusqu'à l'abdication; dix années pendant lesquelles le secrétaire confédéral, par sa présence dans les conférences internationales organisées par les gouvernements capitalistes, a été en quelque sorte la caution morale de l'inertie de la classe ouvrière organisée, on en est encore, pour masquer le néant, à formuler de vagues espoirs auxquels on ne croit même plus.

C'est cette pensée confuse chez les uns, très nette chez les autres qui a dominé le congrès de Grenoble.

Sans doute la motion « *émettant le vœu que le C.A. de la C.G.T. invite le camarade Jouhaux à résilier les mandats extra-syndicaux qu'il remplit tant à la S.D.N. que dans les conférences organisées par les gouvernements capitalistes* » a été repoussée malgré un vibrant et sincère appel de notre camarade Nédélec, des municipaux du Havre. Mais un fait demeure: une des fédérations fidèles jusqu'ici à la tactique de la C.G.T. voit naître dans son sein une forte minorité contre le « conformisme », qui hier encore, régnait en maître. L'avenir verra sûrement grandir cette minorité, à moins qu'on ne comprenne, à la commission administrative de la C.G.T., que les temps sont changés et que l'expérience est assez probante

A côté du discours de Jouhaux, il y eut celui de Neumeyer, délégué fraternel de la fédération des fonctionnaires. Ce dernier sut faire vibrer le congrès par un exposé direct et objectif de l'anarchie du régime. Son appel au rassemblement des énergies en vue de la lutte contre les prétentions gouvernementales touchant les réductions de salaires et les droits acquis des travailleurs des services publics recueillit l'approbation unanime.

*
* *

Telles furent les caractéristiques de ce congrès qui marqua un revirement sérieux des esprits. Les questions personnelles y eurent bien peu de place, les problèmes corporatifs y furent examinés et discutés comme à l'habitude, c'est-à-dire avec beaucoup d'objectivité; mais les questions d'orientation retinrent longuement l'attention des congressistes. Il faut s'en féliciter car les congrès fédéraux sont des événements importants de la vie confédérale et l'on doit saisir ces occasions pour manifester le sentiment des syndiqués sur l'action de la C.G.T.

Peut-être le grain semé à Japy par les militants de la minorité commence-t-il à lever. En tout cas, marquons notre satisfaction de constater qu'on ne se borne plus, en présence des événements qui se déroulent, à une approbation constante et... aveugle.

L. Jayat.

Sous le gouvernement des « gauches »

L'esclavage progresse

Comme on devait s'y attendre, le gouvernement des gauches poursuit une politique violemment réactionnaire en matière coloniale.

Un décret du 2 juin 1932 a proclamé le **travail forcé** dans toutes les colonies tropicales.

Sans doute ce décret n'inaugure pas le travail forcé ; sans doute, avant lui, la chose immonde existait à peu près partout ; sans doute, toutes les prisons coloniales étaient pleines d'esclaves « en rupture de contrat » ; mais cette pratique de l'esclavage reposait sur des textes locaux ou des habitudes. La métropole pouvait feindre de les ignorer ou de les combattre. Aujourd'hui la « France » proclame à la face du monde la légitimité de ces pratiques d'esclavage.

Et elle les aggrave. Jusqu'ici, en effet, seuls les indigènes au service d'européens étaient visés par les textes. Désormais tous les employeurs « bénéficieront » des nouvelles dispositions. Et alors que les textes anciens parlaient de détournement d'avances de salaires proprement dits, le texte des gauches étend à l'infini le sens du mot « avances ».

D'après ce décret l'article 408 du code pénal sera complété, dans les colonies tropicales, par les dispositions suivantes:

> Sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus et d'une amende de 25 à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, tout indigène, sujet, protégé, administré sous mandat français, ou assimilé, lié par un contrat de travail librement consenti et qui aura détourné ou dissipé les avances de salaires ou primes d'engagement qui lui auront été remises en espèces, effets, denrées, marchandises, instruments agricoles ou industriels, ou bétail, en n'exécutant pas volontairement le travail auquel il se sera engagé pour recevoir ces avances ou primes d'engagement. Sera puni des mêmes peines quiconque, après avoir voyagé pour arriver sur le lieu d'exécution du travail aux frais de l'employeur, se sera volontairement soustrait aux obligations antérieurement consenties.

C'est la légalisation de la « sanction pénale », de cette obligation au travail sous peine de prison contre laquelle se sont élevées non seulement la simple humanité mais toutes les assemblées internationales... Seulement, le texte de nos jésuites présente les choses ainsi: l'engagé déserteur est puni non pas parce qu'il prive l'engagiste de son travail (ce serait de l'esclavage !) mais parce qu'il emporte sur son dos la chemise que lui a fournie le patron; ou bien, s'il se sauve tout nu, il est puni parce qu'il « a voyagé pour arriver sur le lieu d'exécution du travail aux frais de l'employeur ». C'est-à-dire qu'il a fait plusieurs journées de marche pieds nus se nourrissant d'un riz fourni par l'employeur... car le temps des convois d'esclaves n'est pas révolu!

Voici donc la sanction pénale formellement et universellement décrétée par notre pays. C'est une réaction d'autant plus anormale qu'à cet instant précis cette sanction pénale disparaît des législations coloniales des autres puissances. Oui, l'Angleterre et la Hollande semblent avoir pris au sérieux les recommandations de Genève. Aux Indes Néerlandaises, en Malaisie, en Côte d'Or, en Gambie, en somme dans la plupart des colonies anglaises (sauf l'Union Sud-Africaine, mais c'est un dominion), la sanction pénale est supprimée ou en voie de l'être.

Notons enfin qu'en dehors de toute question d'humanité ce décret est gravement illégal. Introduisant la sanction pénale au Cameroum et au Togo, pays sous mandat, il est contraire au pacte de la Société des Nations qui proclame que ces territoires ne sont placés sous mandat qu'à la condition que le mandataire renonce au travail forcé.

J. P.

A travers les Revues

Les Primaires d'octobre apportent trois écrits intéressants sur la question de la langue dont la *R. P.* a parlé à plusieurs reprises.

Maurice Schöne rend compte du *Précis de grammaire historique de la langue française* que viennent de publier F. Brunot et C. Bruneau et que nous n'avons pas entre les mains (52 francs !). Ils montrent combien l'évolution de la langue française a été dominée par les événements historiques, ils regrettent qu'un *système rationnel d'orthographe* ait été écarté en 1542, une fois de plus ils proclament que c'est un contresens que vouloir apprendre le français par le latin. Et examinant l'avenir, ils écrivent: « *Le français vit, donc il peut et doit changer. Mais il ne doit changer qu'utilement. Tout ce qui le trouble sans nécessité altère un instrument d'échange aussi précieux à garder intact, que le poids, les mesures, les monnaies, qui servent à l'échange des choses matérielles* ».

François Matray replace une vieille chanson ouvrière dans le milieu stéphanois qui l'a chantée. Il en donne le texte patois — patois qu'il a présenté comme « *le signe de l'unité de l'âme populaire* ».

Edward Saphir aborde (son étude n'est point terminée) la question de la langue internationale. Il ne pense pas qu'une des langues nationales puisse remplir convenablement le rôle de langue internationale, chacune d'elles étant « *intimement et implicitement associée à certains concepts religieux et nationaux dont il lui serait impossible de se dégager entièrement* ». L'anglais arriverait-il à satisfaire certains besoins immédiats et d'ordre pratique qu'il ne donnerait pas, même amélioré, satisfaction aux besoins profonds du monde moderne qui exige une langue rigoureuse comme celle des mathématiques, riche en possibilités d'expressions et facile à acquérir. Ne point donc s'arrêter sur le caractère *auxiliaire* d'une langue internationale qui avec les générations deviendra un moyen d'expression complet et puissant, façonné par une foule de facteurs obscurs d'ordre politique, économique et social.

Pour nous, nous pensons que la création d'une société prolétarienne sera le facteur décisif dans la vie d'une langue mondiale. Il n'a fallu que quelques centaines d'années — temps de croissance de la bourgeoisie — pour que les multiples dialectes locaux soient dominés par les langues nationales — qui à leur début ne furent pas autre chose, pour les masses, que la langue auxiliaire permettant les relations entre provinces.

Le monde féodal replié sur lui-même, pouvait se contenter de patois sans rayonnements. Les bourgeoisies nationales ont eu besoin d'une langue unique pour exercer leur activité dans le cadre national.

L'impérialisme adopte l'anglais — langue de la nation première venue à l'impérialisme.

Le prolétariat créera sa langue à mesure qu'il grandira...

B. GIAUFFRET.

A travers les Livres

Claude Mc Kay : QUARTIER NOIR (Rieder).

A la suite de Jake, parti en France avec les convois américains, puis réfugié en Angleterre et pris, après deux ans, du mal du pays, pénétrons dans *Harlem* le quartier noir de New-York. Là, parmi les chansons, les danses, l'alcool, les douces filles noires, s'oublient et l'oppression et le mépris que les blancs font peser lourd sur les nègres, et toute l'âpreté de la vie.

Le livre de Mc Kay est d'une richesse de tons et de formes qui surprennent et attirent. La vie entière de ce quartier interdit aux blancs, se révèle nette, trépidante, belle dans son impudique fièvre de plaisirs. Ce que nous appelons paresse, débauche, vice, s'étale ingénuement sans autre excuse, mais celle-là est suffisante, que l'amour de la vie, de tout ce qu'elle peut avoir de bon et dont il faut jouir. Emotions simples, crues, vraies. Elles peuvent effrayer des âmes raffinées, et leur répugner, parce qu'elles sont d'une réalité trop intense, de la même manière qu'un simple sauvage demeure ébahi devant les émotions raffinées qu'il devine être fausses.

Mais les personnages de Mc Kay ne sont pas seulement de solides animaux qui aiment, boivent et dansent. La solidarité, la générosité, l'amour fraternel les animent et les guident et Kay, le poète Kay, dont nous avions fait la connaissance dans *Banjo* rêve pour eux d'une vie plus libre et plus haute.

Toutes ces qualités font de *Quartier noir* le documentaire le plus beau, parce que le plus sincère et le plus complet, qui nous ait été donné sur la vie des nègres américains dans Harlem. Ch. Ch.

*
* *

Lucien Herr : CHOIX D'ECRITS (2 vol. Rieder).

Le but de ces deux volumes doit être de prouver que le socialisme de Herr n'eut rien de commun avec le socialisme révolutionnaire.

Le 4 mars 1917 il peut écrire à Maxime Gorki des pages dans ce goût :

Ce qui est admirable, c'est que la force d'âme et la sérénité de la France aient grandi à mesure que durait l'épreuve, à mesure que se déchiraient les voiles du mensonge, à mesure que le danger apparaissait dans sa claire vérité et que la nation se sentait plus étroitement saine et menacée, dans sa masse entière, par la privation et par la souffrance...

Et ceci le 18 mars :

Le socialisme français resta ferme et assuré dans la conviction qu'en combattant de toute son énergie il était fidèle à son devoir de justice. Il demeura persuadé que, si la social-démocratie d'Allemagne déchirait la doctrine commune en participant sans réserve à la lutte, quelles que fussent les responsabilités initiales, et en liant la cause et les destinées de la classe ouvrière à la fortune du militarisme auteur principal de la guerre, lui-même au contraire ne se démentait pas en donnant son concours entier à une guerre qu'il savait juste.

Insister serait cruel. On comprend qu'Herriot puisse dire de certains de ses intermittents soutiens qu'ils sont des « socialistes en peau de lapin » !

B. G.

En envoyant votre souscription, envoyez-nous le nom d'un ou deux abonnés possibles

FAITS & DOCUMENTS

La grève des mineurs de l'Illinois et le massacre du 24 août.

Le dernier grand conflit ouvrier d'Amérique est la grève des mineurs de l'Illinois. Tout y est à l'échelle américaine : mœurs de gangsters, marches de plusieurs jours de plusieurs dizaines de milliers de personnes, massacres prémédités et sans provocation...

Le schéma des événements est le suivant : après une grève de plusieurs mois les chefs de l' « United Mine Workens », le syndicat national de mineurs, concluent avec les patrons un contrat comportant une diminution de salaires considérable ; par référendum les mineurs de l'Illinois refusent ce contrat; un second référendum est organisé : lorsqu'au dépouillement, on s'aperçoit que le résultat va être le même que le premier, les chefs syndicaux simulent un vol d'urnes, et, prenant prétexte de celui-ci, décident la reprise du travail sans référendum. Mais les mineurs refusent d'obtempérer et, dans cet immense bassin houiller, vaste comme plusieurs départements français, ils vont de mines en mines pour montrer à tous, légalement, qu'ils restent en grève jusqu'à ce que, le 24 août — ils sont massacrés par la police. En outre ils quittent l'United Mine Workers et constituent un nouveau syndicat indépendant: la « Progressive Mine Union » qui comprend la presque totalité des mineurs de l'Illinois.

Nous reproduisons le récit de ces événements tel qu'il est consigné dans le journal d'un mineur publié par l'organe italien, l'**Adunata dei Refrattari** et reproduit par l'**Emancipation ouvrière et sociale.**

8 août 1932.

Nous sommes en grève depuis le 1er avril parce que les patrons des mines de ce district (12e région syndicale de la *United Mine Workers* d'Amérique) veulent imposer une diminution de 25 p. 100 sur les tarifs précédents. Avec cette réduction, nous autres, piqueurs de charbon, nous gagnerons deux dollars à deux dollars et demi par jour, pas davantage, avec notre travail qui est le plus dur.

Naturellement, nous nous sommes refusés à accepter cette exigence brutale ; mais nos organisateurs syndicaux, John L. Lewis, président de la U.M.W. et John H. Walker, son sous-ordre pour la 12e région, se sont entendus avec les patrons des mines, avec l'intention de nous imposer la ratification de leurs accords. Lors d'un premier referendum, ces deux canailles, flanquées de leurs gardes du corps, ont vu repoussé par la presque unanimité des mineurs leur projet de contrat. Mais ils ne se sont pas considérés comme vaincus. Au lieu d'accepter le vote des mineurs organisés pour l'appliquer, comme cela aurait été leur devoir de fonctionnaires de l'Union, ils se sont comportés comme des patrons ; ils l'ont annulé et ils ont organisé un deuxième referendum avec l'espoir de briser nos résistances par la propagande et par les menaces et de nous faire changer d'avis. Leur argument principal consistait à dire que dans les autres régions minières, au Kentucky, en Virginie de l'Ouest, etc., les mineurs non syndiqués travaillent avec des salaires encore plus bas, de sorte que si nous défendions nos tarifs, la production de ces bassins houillers ferait une concurrence désastreuse à la production de l'Illinois. Avec de tels raisonnements on dirait vraiment que la fonction des chefs syndicaux consiste à imposer à leurs organisés l'obligation de travailler pour

des salaires inférieurs à ceux qu'on gagnait jusqu'à présent, afin de se mettre au même niveau que les travailleurs non organisés, au lieu d'encourager ceux-ci par une assistance active à réclamer de leurs patrons une augmentation de salaire, et à faire remonter ainsi leur paye au même niveau que la nôtre. Les chefs de l'U.M.W. of A. prétendaient nous faire subir les salaires de famine que les mineurs du Kentucky, du West-Virginia et autres ont été contraints d'accepter, non sans lutte. Au lieu de défendre contre les patrons les tarifs qui ont été en vigueur chez nous jusqu'au 31 mars, et au lieu d'encourager, ce qui était à peine nécessaire, les membres de ce district à une résistance qui aurait été le premier pas vers l'arrêt du déclin fatal des conditions de vie faites à tous les mineurs dans ces dernières années, au lieu de faire ce premier pas vers la reprise de la lutte pour améliorer ces conditions, *les chefs syndicaux, payés avec les cotisations suées par les ouvriers, se font les alliés des patrons contre les maigres salaires des exploités.*

Malgré tout, le second referendum confirma les résultats du premier : les mineurs refusèrent d'accepter la réduction sanctionnée par la trahison des chefs. Mais ceux-ci ne se sont pas avoués vaincus, et, usant d'un faux ignominieux, ils ont ordonné aux membres de la région syndicale de reprendre immédiatemnt le travail.

John L. Lewis et John H. Walker, avec leurs acolytes, ne sont plus les fonctionnaires de l'Union, ils en sont les patrons, et prétendent, ce que n'osent ni ne peuvent faire les patrons ou les autorités, obliger des dizaines et des dizaines de milliers de mineurs à redescendre dans la mine, au prix d'une renonciation honteuse.

Comment vivre avec deux dollars par jour ? Ici, pendant l'été, on ne travaille presque pas ; l'hiver, on ne travaille pas plus de trois ou quatre jours par semaine ; au total une centaine de jours dans l'année. Avec les nouvelles réductions, cela signifie qu'il faut vivre pendant douze mois avec 200 à 250 dollars, somme absolument insuffisante pour tromper la faim.

La grève, donc, continue. Nous avons contre nous, l'ennemi le plus acharné et implacable, l'administration de notre propre union syndicale, ensuite les autorités et le patronat. Mais, renoncer à la résistance et nous soumettre voudrait dire sanctionner notre condamnation et vivre dans une famine perpétuelle.

Résister n'est pas seulement une nécessité, c'est aussi la seule chose que nous puissions faire.

20 août.

La fourberie des fonctionnaires régionaux de l'U.M.W. district n° 12, couverte par la haute autorité du président Lewis, est vraiment sans limite.

L'escroquerie consommée à l'occasion du deuxième referendum est patente. Prévoyant la façon dont les choses allaient se passer, nous, les mineurs, nous eûmes soin de compter les votes dans les sections avant de consigner les urnes à l'administration du district, et nous savons très bien que les résultats furent absolument et catégoriquement contraires à l'acceptation du contrat.

Les salauds de la bureaucratie du district ont employé quatre jours à dépouiller les votes ; lorsqu'ils ont vu que les chiffres ne pouvaient pas être en leur faveur, ils confièrent des bulletins à deux de leurs hommes de main, lesquels prirent la fuite en auto. Quand les fuyards furent en sécurité, les bureaucrates syndicaux se mirent à crier au voleur et firent croire, grâce à la complaisance et à la vénalité des journaux, que c'était les mineurs qui avaient volé les urnes.

Profitant du trouble créé par cette agression simulée, ils ordonnèrent, d'autorité, l'entrée en vigueur immédiate des nouveaux tarifs et la reprise du travail, menaçant d'expulsion les sections locales qui refuseraient de se soumettre.

Dans les mines de la « Peabody » certains mineurs obéirent et reprirent le travail ; mais la majorité continua la grève, organisant promptement le travail de picketing.

Ici, à Springfield, et dans presque tout le sud de l'Illinois, les grévistes, d'après ce qu'on a pu savoir, formaient un bloc compact. A Peoria, on travaillait dans les quatre mines de la « Peabody ». A Kincaid et à Taylorville, dans quelques mines, le travail avait été repris par les mineurs terrorisés par les « gunmen » (assassins à gages). Le problème qui s'imposait de prime abord aux grévistes était donc de faire en sorte que ceux qui avaient repris le travail l'abandonnassent le plus tôt possible. Dans les meetings très suivis qui se tenaient quotidiennement à Springfield on décida de se porter en masse pour organiser les piquets dans ces mines.

Kincaid fut la première étape désignée. On y arriva vers les deux heures après-midi, sous la forme d'une foule d'environ 15.000 grévistes, grossissant à vue d'œil par l'afflux d'autres grévistes venus de toutes les directions. Comme on nous l'avait annoncé, les mineurs des deux mines qui avaient repris le travail avaient déjà débrayé de nouveau, fraternisant avec nous. Il ne restait plus que les mines n° 9 et n° 58 de Taylorville, qui furent les buts acclamés avec enthousiasme par la multitude pour le lendemain.

Le jour précédent, au meeting organisé dans le Watch Factory Park, on avait fait courir le bruit que les chefs de la police de Taylorville avaient menacé de barrer aux grévistes l'entrée de la « Christian County ». Or on sait qu'à la suite de la récente loi fédérale le picketing pacifique est permis et garanti en droit. Les policiers de Taylorville n'auraient pu l'interdire sans tomber dans l'arbitraire. Pour plus de sûreté, les éléments les plus formalistes de notre comité de grève, préoccupés de ne pas se mettre en conflit avec l'autorité, insistèrent pour qu'on fit appel au gouverneur de l'Illinois ; il s'agissait d'invoquer sa tutelle dans l'exercice du droit de picketing. Le gouverneur ne daigna pas recevoir la délégation chargée de cette mission. Il se porta malade et lui refusa audience. La commission fit appel au vice-gouverneur, mais celui-ci était absent. Elle alla enfin chez le chef de la police, qui déclara qu'il n'était pas de sa compétence d'accorder cette autorisation.

Le meeting dans lequel on fit un compte-rendu de cette démarche décida d'aller en masse à Taylorville coûte que coûte.

On y alla le vendredi, 19. Le matin on arriva vers huit heures à Kincaid où personne ne reprit le travail. Vers les onze heures on se mit en marche pour Taylorville. A la limite de la «Christian County» on ne rencontra personne pour s'opposer à notre marche, de sorte qu'à Taylorville où nous arrivâmes vers deux heures, nous étions une masse imposante de 25 à 30.000 personnes de tout âge et des deux sexes.

Les habituels bruits alarmistes, évidemment propagés par des gens intéressés à jeter la panique au milieu d'une foule aussi vaste, tendaient à faire croire qu'à Taylorville on allait nous empêcher de parler. Au contraire, nos meetings se déroulèrent sans incidents. Femmes et hommes expliquèrent les raisons et les buts de cette imposante manifestations. Les fonctionnaires de l'organisation locale n° 58 se présentèrent avec quelques membres, jurant qu'ils étaient solidaires avec nous et se proposant pour piqueter avec nous dans la région de Taylorville.

Ainsi notre présence devenait superflue et nous nous en retournâmes à Springfield avec l'intention de veiller au développement des événements.

Sur la base des informations reçues de tout l'Illinois, on ne travaille plus maintenant que dans deux mines, la n° 1 et la n° 2 de « l'Orient », près de la « West-Francfort ». Certains bruits nous parviennent qui nous font croire que même le personnel de ces mines serait maintenant solidaire des grévistes.

L'impression générale est que jamais l'action des mineurs n'a eu autant de répercussion ni provoqué autant d'unité dans ce bassin. L'enthousiasme est énorme et la résolution que montrent les mineurs donne bon espoir dans la réussite de la grève.

Personne n'ose se représenter les conséquences humiliantes et désastreuses d'une défaite. Ce serait un coup mortel, non pas seulement pour nous, mais pour tout le prolétariat des mines. Et peut-être pas seulement pour celui-ci.

23 août.

Il y a dans le monde une grande quantité de gens corrompus. En vérité, la société bourgeoise ne se maintient que par la corruption. Mais les plus corrompus de tous sont les journalistes. Les plumitifs du journalisme bourgeois ont su atteindre un degré de prostitution invraisemblable. Ceux de notre ville, évidemment payés par la « Peabody », accumulent sur la grève tous les mensonges possibles. Il leur faut bien servir ceux qui les payent. Ils font diverses éditions de journaux pour la ville et pour la région. Dans les éditions destinées à des localités éloignées de Springfield, on annonce que le travail a été repris, tandis que les éditions destinées à la ville sont pleines de menaces et d'intimidations destinées à propager la panique dans nos rangs. Heureusement, la manœuvre a fait long feu. Il n'en est pas de même des armes des mercenaires. Joe Colbert, de « l'Orient », fut tué le 17 août, et les assassins sont naturellement introuvables.

Avec les mensonges des journaux et les faux bruits répandus à dessein dans nos rangs, il n'est pas toujours facile de savoir la vérité. Ainsi par exemple, chez nous, on avait cru depuis quelque temps que les mineurs de « l'Orient » étaient solidaires avec nous. Au contraire, nous savons maintenant qu'ils travaillent. Alors nous avons décidé d'y aller demain en masse. C'est loin, mais probablement nous y arriverons demain soir. De Taylorville, entre temps, nous arrive le bruit que les fonctionnaires de la « Peabody » exercent toutes sortes de chantages. Il semble qu'ils ont promis double paie pour pousser les mineurs à briser la grève. Jusqu'à ce moment-ci les hommes résistent, mais le nerf de la résistance se trouve précisément dans ce bassin, et s'ils commençaient à vaciller, ce serait la débandade. Jusqu'ici, le danger n'a pas pris corps.

Maintenant, l'enthousiasme est sans limite. Quelqu'un a proposé que l'expédition de demain se fasse en armes pour être en situation d'affronter les événements, quels qu'ils soient. La proposition était naïve. L'idée d'y aller armés était très bonne, mais s'en aller le crier sur les toits était une imprudence et demander l'approbation des chefs, une grosse naïveté. Il y a des choses qu'on ne doit dire qu'une fois le fait accompli. En tout cas, le point de vue qui a prévalu est de partir tous sans armes, pour ne pas donner aux autorités le prétexte d'intervenir. La loi donne aux grévistes le droit juridique de piqueter pacifiquement; l'opinion générale est que personne n'osera violer ce droit. C'est bien ainsi, mais pour combien de temps ?

24 août (écrit par ma femme).

« Nos hommes sont partis ce matin, en une longue colonne « lancée vers le sud, s'étendant sur plusieurs milles. Je sais « qu'ils vont accomplir une mission de devoir, mais je dois « rester ici, en arrière. L'attente est oppressante. Au com- « mencement, on croyait que nous autres, femmes, serions « parties avec eux, mais ensuite on a considéré opportun de « nous faire rester ici dans l'attente des événements.

« Nous les avons accompagnés jusqu'à Staunton. Mainte- « nant, nous attendrons qu'on nous appelle pour leur porter « des vivres et des secours. Comment est-ce que ça finira ? « Hier, ils ont tué un autre mineur, blessé plusieurs femmes, « et enlevé le fils du mort, un garçon de dix ans.

« On ne blague pas de l'autre côté. Nous, maintenant, « faisons ce que nous pouvons pour assister nos hommes et « persuader les femmes de la bonté de la cause pour laquelle « nous luttons. »

27 août.

Notre marche vers « l'Orient » s'est terminée dans un désastre. Lorsque notre colonne arriva à Pickneyville, elle avait de 6 à 7 milles de long. En plus, des automobiles, des camions chargés d'hommes et de vivres, une vraie migration de tout un peuple, rappelant les mouvements des masses humaines d'autrefois. Une seconde colonne s'avançait du côté de Mount-Vernon, et une autre encore marchait plus au sud. Le plan était d'arriver simultanément dans l'après-midi du mercredi. Vers les trois heures de l'après-midi, le chemin de notre colonne se trouva barré par le shériff de Pickneyville, qui prétexta les exigences du trafic dans la ville pour obliger la tête de la colonne à dévier de son parcours.

Evidemment, c'était un guet-apens, car trois ou quatre milles après Duquoin, dans la « Franklin County » que les barons de la mine avaient mis en état de siège, la route était entourée par une véritable brigade de mercenaires armés jusqu'aux dents qui nous attendaient en embuscade.

Je me trouvais dans le corps de la colonne; quand j'arrivai à Duquoin, il me fut impossible d'aller plus loin. Après quelques minutes d'incertitude, nous fûmes obligés de faire demi-tour.

A mi-chemin entre Duquoin et Pickneyville, nous campâmes dans l'attente du matin. Dès qu'il fit jour, nous nous dirigeâmes vers Coultelville, où se trouvait fixé le point de concentration, pour décider de ce qu'on devait faire. Mais vers les dix heures nous fûmes encerclés par un bataillon de policiers armés de fusils et de mitrailleuses, qui nous ordonnèrent de quitter les lieux sur le champ. Et nous, désarmés comme nous étions, fûmes contraints d'obéir.

Ceci doit être une leçon inoubliable pour ceux qui avaient insisté pour partir désarmés, mettant leur confiance dans la protection de la loi. Beaucoup s'étaient mis dans l'illusion que la loi acceptée au Congrès et — à contre-cœur, il est vrai — par le président, pouvait être appliquée à des mineurs qui osaient faire grève au mépris des patrons, de leurs sicaires, et du bureaucratisme syndical. Ils apprendront pour une autre fois qu'ils n'avaient qu'à suivre les avis de leur conscience. Le droit à un morceau de pain moins dur et à la considération des patrons et des fonctionnaires du syndicat ne s'acquiert pas et ne se défend pas en restant les bras croisés ou en fréquentant des meetings, ni même en marchant en caravanes pendant des milles et des milles sur les blanches routes frappées par le soleil d'août. Il nous faudra apprendre par cette expérience que nos illusions n'arriveront jamais à obtenir quelque chose, mais seulement à encourager l'insolence des mercenaires et les appétits bestiaux des patrons, dans leur œuvre scélérate de représailles et de vengeance.

... On ne sait pas encore s'il y a eu des morts. On sait en tout cas qu'il y a eu beaucoup de blessés, dont une femme âgée, mourante, qui est la mère d'un jeune propagandiste de Taylorville, dévouée corps et âme à notre cause. Cette lâche agression avait certainement pour but de faire des morts, et s'il n'y en a pas, ce serait un miracle. Avec des armes de toutes sortes, jusqu'à des mitrailleuses, on a tiré sur notre colonne à travers les champs de maïs où elle s'était dispersée.

Combien étaient-ils ? Le shériff Browning Robinson, l'organisateur du guet-apens, se conformant aux ordres donnés par les barons des mines, avait organisé une véritable armée. Des mercenaires recrutés dans les bas-fonds et parmi les paysans d'une mentalité arriérée, formaient une troupe de cinq mille hommes environ, levée illégalement pour terroriser les mineurs du comté et pour empêcher quiconque, mineur ou non, d'apporter son secours ou son encouragement. Cette canaille renouvelle dans la Franklin County les horreurs du Kentucky. Le soir du 24, les forces de la police auxiliaire étaient réparties sur les trois fronts des colonnes en marche. On calcule que deux mille cinq cents policiers avaient été placés sur notre route, un millier sur celle du Mount-Vernon et autant sur celle de West-Frankfort. Combien coûta-t-elle aux feudataires du charbon, cette imposante mobilisation ? Certainement des sommes énormes. Mais pour eux, cela n'a aucune importance. Ils n'ont aucune illusion, ils ne se leurrent pas sur l'importance de la bataille. Ils savent que notre défaite signifierait l'avilissement pour tous les mineurs d'Amérique, le découragement et l'impuissance pour quelques années au moins. Et ils savent aussi que notre succès serait le signal de la revanche pour tous les esclaves des mines éparpillés à travers le continent. Ils veulent vaincre, et ils ne regardent pas à la dépense. Après tout, celui qui paye, c'est toujours l'ouvrier.

Sur ce guet-apens du 24 août nous empruntons au **Labor Age,** d'après un autre témoin oculaire, Hugh Talley, les détails suivants :

Nous nous dirigions vers Mulkeytown, mais nous ne devions jamais l'atteindre. Notre voiture était vers la tête; juste comme nous atteignions un large tournant un terrible feu se mit à éclater. C'étaient les fusils des policiers qui crépitaient. Ils tiraient sur les voitures. Tout fut bientôt panique et confusion. Les femmes qui se trouvaient dans les voitures étaient visées aussi bien que les hommes; dans notre voiture la glace fut brisée. Comment nous parvînmes à échapper est pour moi un mystère !

Notre chauffeur essaya de tourner et il semble que chacun tenta de faire de même. La route fut bientôt embouteillée et nous fûmes forcés de quitter la voiture, car les « gunmen », non contents du carnage déjà fait, chargeaient à coups de matraques, déchargeant sur nous leurs revolvers et pistolets automatiques. Après la première charge, des voitures essayèrent de repartir avec les blessés mais la route était complètement bloquée. Nous retournâmes alors à notre voiture. De nouveau la fusillade reprit. La glace de notre voiture fut, une seconde fois, brisée, et nous fûmes de nouveau obligés de l'abandonner. Cette fois notre groupe fut dispersé; mon frère et moi sautâmes dans un fossé. Nous ne pûmes y rester longtemps car bientôt les balles se mirent à siffler tout autour de nous. Nous sautâmes alors sur la route, bondissant de derrière une voiture derrière une autre voiture, dans l'espoir de gagner la limite du comté voisin, distante d'un demi-mille environ.

Tout le long du chemin nous vîmes des autos versées dans les fossés, quelques-unes brûlant, d'autres terriblement endommagées. Après nous être consultés, nous décidâmes de revenir sur nos pas pour essayer de retrouver notre voiture. Ce fut alors que nous fîmes connaissance avec le poing des « gunmen » qui nous battirent et bâtonnèrent. J'essayais de protéger des coups quelques camarades; j'en reçus d'autres pour ma peine. Je fus entouré de trois « gunmen », et, tandis que l'un me tenait sous la menace de son revolver, les deux autres me frappaient de leurs matraques. Je protégeais ma tête avec mon bras et je dus probablement à cela de ne pas avoir le crâne fracturé.

Les journaux déclarent 15 blessés par balles et 120 blessés par matraques. Il semble impossible qu'il n'y ait pas eu de tués.

Un demi-milliard pour la Conférence du Désarmement. Dans le **Réveil Ouvrier,** organe des syndicats confédérés de la région de l'est, Gabriel Gobron donne quelques chiffres pris dans la presse étrangère, sur ce qu'a coûté la dernière fumisterie de Genève, qu'il appelle la conférence des « Armements » :

La première session de la Conférence des Armements a coûté 14 millions de francs suisses, environ 11.500.000 marks, environ 70 millions de francs français. Chaque journée de la conférence revient à plus de 360.000 francs à la S.D.N.!

La presse anglaise, italienne et allemande a donné des chiffres effarants sur le gaspillage des commis aux armements, et a publié même le montant des « cigares diplomatiques » fumés par ces Messieurs au Salon ! Il y a quelques jours encore, l'organe catholique allemand : « Die Kœlnische Volkszeitung », apportait de nouvelles précisions sur la farce de Genève :

Une première somme de 3.500.000 francs suisses fut comme une goutte d'eau sur une tôle brûlante ! Le personnel « pacifiste » de Genève est l'un des plus chers au monde : d'Henderson aux traducteurs et aux dames employées, c'est une manne céleste qui tomba de manière à favoriser le sabotage par cette bureaucratie et ce fonctionnarisme « pacifistes ». La presse anglaise est la seule pour avoir autant protesté contre ce moyen indirect de saboter le désarmement en engraissant un personnel parasite intéressé à ne pas vouloir sa propre mort!

Pour les six mois de travaux de la Conférence, il y eut 900.000 francs suisses de dépenses de personnel (le franc suisse vaut 4 fr. 95 environ). L'impression des discours, bavardages, propositions et contre-propositions des délégués coûta 1.620.000 francs suisses, soit plus de 8 millions de francs! Pour les frais de taxis, d'automobiles, de chemins de fer, de fiacres de ces Messieurs, la S.D.N. a dû décaisser 120.000 francs suisses (plus de 600.000 francs!) Pour les frais de représentation (hauts de forme, gardénia à la boutonnière, dîners aux « petites amies », etc.), 50.000 francs suisses, soit environ 250.000 francs! Frais postaux: 20.000 francs suisses ou 100.000 francs français! Et tout à l'avenant!

Et « Die Kœlnische Volkszeitung » de nous dire que *ces frais n'ont été que la plus petite partie des dépenses engagées pour ces parlotes du réarmement.* En effet, ceci n'est que la part payée par la S.D.N. dans sa première mise de fonds. Le « Times » et le « Corriere della Sera » ont calculé que le montant total de tous les frais atteignait *un demi-milliard de francs français* pour le monde entier! Les peuples sont fiers de payer 500 millions à leurs représentants si consciencieux et si intelligents ! Surtout pour les résultats voulus et obtenus par eux!

La ville de Genève a supporté, pour son compte, 800.000 francs suisses ou 100.000 francs français ! Et tout à l'avenant! etc.). Genève, où résidaient ces Messieurs, a déboursé sans sourciller..

A côté de ces dépenses de la S.D.N., il faut relever encore (en francs français) : 40 millions d'honoraires aux délégués, 35 millions de frais de voyages, 5 millions de frais de téléphone et de télégrammes, etc.

ENTRE NOUS

Notre dernier numéro, de 20 pages, a eu bonne presse auprès des camarades « Avec les 20 pages, nous a-t-on dit, on en a pour son argent; avec les 16 pages, non, c'est trop maigre ! »

Bien que nous n'ayons pas encore les deux cents abonnés nouveaux, nous faisons donc encore ce numéro à 20 pages au lieu de 16. Mais, nous le répétons, nous ne pourrons faire cet effort d'une façon continue que si nous avons les 200 nouveaux abonnés.

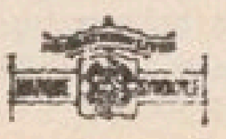
Que nos amis se hâtent donc de nous les trouver ! Quiconque s'intéresse au mouvement ouvrier, d'une façon réelle et profonde, ne peut pas ne pas devenir un lecteur régulier de la Révolution Prolétarienne; *il suffit qu'il la connaisse ! Or, il n'y a pas un de nos abonnés qui ne connaisse au moins une personne qui ne soit dans ce cas; il suffit qu'il se donne la peine de la chercher.*

L'augmentation du nombre de nos pages ne nous fait d'ailleurs point abandonner le projet de la diminution du prix de l'abonnement, mais augmenter le nombre de pages nous a semblé la chose la plus urgente. Dès que notre budget sera stabilisé pour les numéros à 20 pages, nous envisagerons un nouvel effort pour réduire le prix de l'abonnement, tout en maintenant les 20 pages.

Ah ! Si nous avions 400 abonnés nouveaux, comme tout serait simple ! Comme nous pourrions sans difficultés, baisser le prix et augmenter la matière.

Faites-nous des abonnés !
Envoyez-nous des listes d'abonnés possibles !

10 francs l'abonnement de 3 mois, — et qui donne droit à un abonnement de 6 mois pour les anciens abonnés du **Cri du Peuple.**



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.